

PARIS
INFRASTRUCTURE
ADVISORY



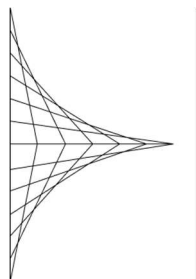
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

SOREGIES

Rapport post-contradictoire

30 juillet 2025





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

Paris Infrastructure Advisory
www.Parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com

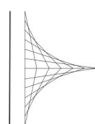
Client : Commission de régulation de l'énergie

Projet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Sujet : SOREGIES – rapport post-contradictoire V3

Table des matières

Table des matières	2
I. Introduction	3
A. Contexte	3
B. Objectif et problématique	3
II. Déroulement de l'audit	5
A. Déroulement des échanges	5
B. Données récoltées	6
III. Méthodes et hypothèses	7
A. Présentation de l'opérateur	7
B. Hypothèse d'inflation	7
C. Données opérationnelles	7
C.1. Evolution du nombre de PCE	7
C.2. Evolution des quantités acheminées	8
C.3. Evolution de la longueur de réseau	9
IV. Analyse poste par poste	11
A. Synthèse globale	11
A.1. Synthèse sur le périmètre du total des CNE	12
A.2. Synthèse sur le périmètre des CNE incitées	13
B. Analyse détaillée poste par poste (BP hors AMR)	14
B.1. Evolution poste par poste de la rubrique des achats et consommations externes	14
B.2. Evolution poste par poste de la rubrique des charges de personnel	36
B.3. Evolution de la rubrique des impôts et taxes	42
B.4. Evolution poste par poste de la rubrique des recettes extra-tarifaires	44
B.5. Evolution de la production stockée et immobilisée (PSI)	56



I. Introduction

A. Contexte

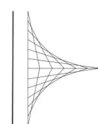
L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels). Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants.

Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique. Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022. Dans la perspective de la prochaine période de régulation (2026-2029), la CRE élabore actuellement la trajectoire tarifaire prévisionnelle de ces neuf ELDs. L'établissement des niveaux de charges à retenir doit répondre aux exigences de l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace » L'évaluation de la CRE doit ainsi reposer sur une analyse détaillée des charges prévisionnelles de chaque opérateur, en distinguant les charges d'exploitation et les charges de capital. Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une connaissance précise de la structure des coûts de ces gestionnaires de réseaux afin d'évaluer leur niveau et leur efficacité, tant sur la période 2022- 2025 que sur la période à venir.

B. Objectif et problématique

Cet audit vise à fournir à la CRE la compréhension nécessaire des charges et produits d'exploitation des neuf ELDs de gaz disposant d'un tarif spécifique sur la période de régulation actuelle (données réalisées de 2022 à 2024 et estimées pour 2025), ainsi que des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par les opérateurs pour la prochaine période tarifaire (2026-2029). Il permettra de, pour chaque poste de charges et produits d'exploitation de :

- Comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation (pour la période 2022-2029)
- Comprendre les hypothèses sous-jacentes à leur évolution
- Porter une appréciation sur les évolutions proposées par les opérateurs sur les exercices 2026-2029, notamment en s'appuyant sur l'analyse des niveaux de charges réalisées et estimées ainsi que sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction des opérateurs.
- Porter une appréciation sur l'efficacité des opérateurs sur les exercices 2022, 2023 et 2024 et sur l'amélioration de leur efficacité prévue sur la période ATRD 7.



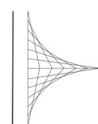
- Éventuellement, si l'analyse conclue que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles de l'un des opérateurs n'est pas efficient, proposer un niveau de charges d'exploitation efficient pouvant être atteint par les opérateurs.

Sauf mention contraire les conventions suivantes seront utilisées dans ce document :

- Les charges sont présentées avec un signe positif (+)
- Les recettes sont présentées avec un signe négatif (-)
- Les montants sont présentés en € courants (retraités de l'inflation réalisée pour les trajectoires de référence ATRD 6)

Dans les tableaux présentés dans l'analyse poste par poste, les trajectoires présentées sont les suivantes :

- **Délibéré ATRD 6** : trajectoire de charge issue de la délibération de l'ATRD 6, retraitée de l'inflation réelle (en k€ courants)
- **Réalisé-Estimé ATRD 6/ Demandé ATRD 7** : Trajectoire de charge réalisée par l'opérateur sur 2022-2024, estimée par l'opérateur sur 2025 et demandée par l'opérateur sur 2026-2029 (en k€ courants)
- **Evolution annuelle** : Evolution du réalisé/demandé entre l'année N-1 et l'année N (en %)
- **Trajectoire proposée par AEC-PIA** : Trajectoire proposée par l'auditeur sur la période 2026-2029 (en k€ courants)
- **Delta** : écart entre la trajectoire de l'opérateur et la trajectoire de l'auditeur (en %)



II. Déroulement de l'audit

A. Déroulement des échanges

L'audit a débuté par la réception du dossier tarifaire de Sorégies le 5 mai 2025. Une réunion de lancement a ensuite été organisée avec l'opérateur afin de présenter les jalons de l'audit et laisser ce dernier présenter son dossier tarifaire ainsi que les enjeux identifiés pour la période tarifaire à venir. Cette réunion de lancement s'est tenue en visio le 12 mai 2025. A la suite de cet échange, une première série de questions a été envoyée à Sorégies le 16 mai 2025. Une réunion technique a ensuite été organisée avec l'opérateur afin d'échanger sur les questions posées par l'analyse préliminaire du dossier tarifaire. Cette réunion s'est tenue en visio le 3 juin 2025.

La phase d'analyse préliminaire s'est conclue par une présentation des principales analyses à la CRE lors d'une réunion qui s'est tenue le 18 juin 2025. Ce rapport pré contradictoire fait suite à cet échange et synthétise les analyse et recommandations d'ajustement. Il a été présenté à la CRE et sera ensuite communiqué à l'opérateur afin de recueillir ses remarques et observations qui seront détaillées lors d'une réunion dédiée qui se tiendra le 30 juin 2025.

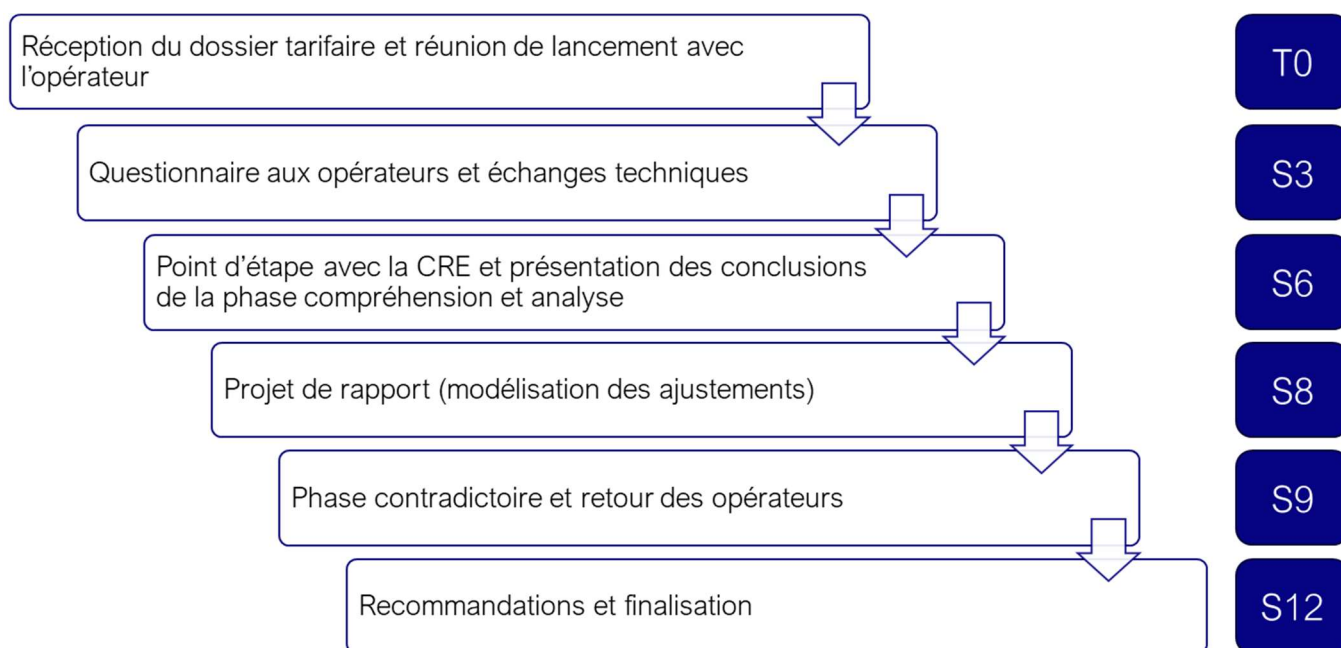
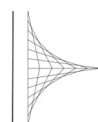


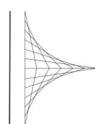
Figure 1 Déroulé de l'audit



B. Données récoltées

La réception du dossier tarifaire de Sorégies ainsi que les échanges successifs avec l'opérateur ont permis de collecter les données suivantes sur lesquelles se sont basées les analyses :

- Matrice tarifaire complétée par Sorégies ;
- Rations opérationnels (PCE, consommations, linéaire de réseaux, etc.) ;
- Estimation du tarif et calcul de l'équilibre tarifaire par Sorégies ;
- Note Frontier Economics- Taux de rémunération ELD ATRD7 ;
- Balances générales (2022 et 2023) ;
- Comptes sociaux (2022 et 2023) ;
- Déclaration fiscale des comptes 2024 ;
- Tableau des projets de raccordements d'unités de production de biométhane en stock ;
- Note sur les principes de dissociations comptables utilisés ;
- Dernière facture de la contribution financière annuelle de Sorégies à l'association Valeur Agri Métha ;
- Convention pour la réalisation de prestations techniques signé entre Sorégies et SRD.



III. Méthodes et hypothèses

A. Présentation de l'opérateur

Sorégies est une entreprise locale de distribution (ELD) de gaz naturel, jeune (moins de 30 ans d'existence) et historiquement implantée sur un territoire principalement périurbain et rural. Elle intervient sur les départements de la Vienne et de la Vendée, où elle exploite des réseaux de distribution de gaz dans le cadre de délégations de service public attribuées par les syndicats d'énergie locaux (SEV et SyDEV).

Sorégies est une filiale du Groupe Sorégies, acteur intégré de l'énergie opérant dans les domaines de la production, distribution et fourniture d'électricité et de gaz. Au 31 décembre 2024, Sorégies desservait au total un peu moins de 13 000 clients gaz, dont plus de la moitié (8 365) relèvent du périmètre gaz péréqué, soumis au tarif ATRD péréqué.

B. Hypothèse d'inflation

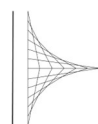
Dans le cadre de l'analyse des charges sur la période ATRD6, nous avons retraité les données de Sorégies issues du délibéré en les ajustant sur l'inflation réellement constatée par l'INSEE, afin d'obtenir une vision actualisée et comparable des trajectoires. Conformément aux échanges avec la CRE, nous avons utilisé les taux d'inflation réalisés pour les années 2022 à 2024 (respectivement 5,34 %, 4,82 % et 1,85 %) et retenu 1,80 % pour 2025 (hypothèse PLF).

C. Données opérationnelles

La constitution du dossier tarifaire de Sorégies est associée à la production d'hypothèses concernant l'évolution du nombre de d'usagers (ou PCE pour Points de Comptage et d'Estimation) par gamme tarifaires, des quantités de gaz acheminées par gamme tarifaire ainsi que l'évolution de la longueur de réseau et des quantités de biométhane injectées.

C.1. Evolution du nombre de PCE

Sur le long terme, le nombre de points de comptage et d'estimation (PCE) distribués par Sorégies a connu une hausse régulière jusqu'en 2021, atteignant un maximum de 8 432 PCE, soit une progression de près de 50 % depuis 2012. Cette dynamique s'inverse toutefois à partir de 2022, avec une stabilisation autour de 8 400 PCE sur la fin de l'ATRD6, puis une baisse continue projetée sur la période ATRD7, pour atteindre 7 948 en 2029, soit une baisse moyenne de -83 PCE/an, correspondant à une décroissance annuelle moyenne de -1,03 %/an.



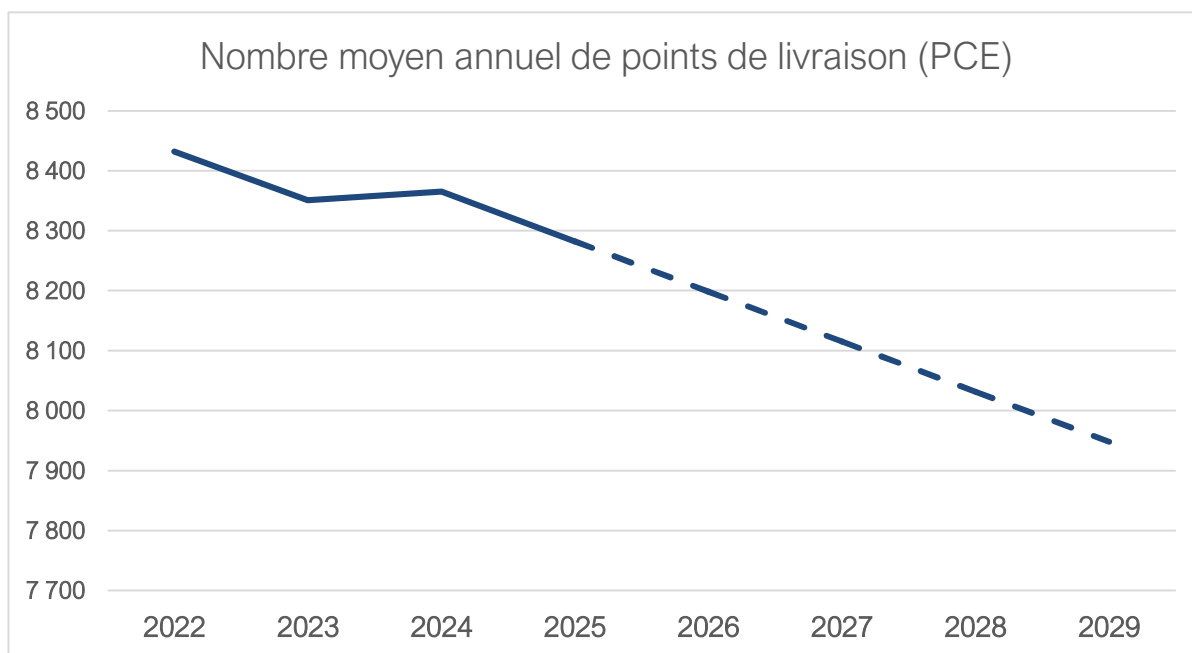
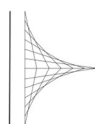


Figure 2 Evolution du nombre de PCE

C.2. Evolution des quantités acheminées

Du côté des quantités livrées brutes, après un sommet atteint en 2018 (227 GWh), les volumes baissent régulièrement pour s'établir à 186 GWh en 2024. La trajectoire ATRD7 prolonge cette décroissance, avec une prévision de 184 GWh en 2026 et de 181 GWh en 2029. Cela représente une baisse moyenne de $-1,1$ GWh/an sur la période ATRD7, soit une diminution annuelle moyenne de $-0,59$ %/an.



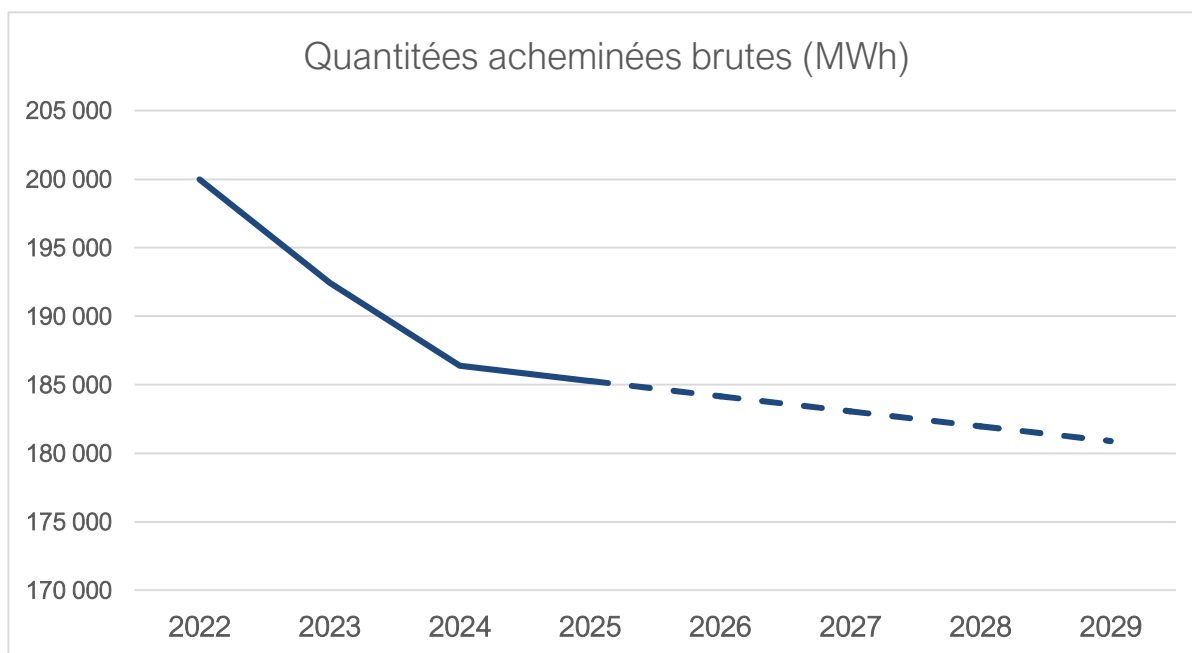
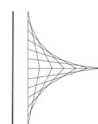


Figure 3 Evolution des quantités gaz acheminées brutes

C.3. Evolution de la longueur de réseau

La longueur du réseau de distribution connaît une dynamique inverse, avec une progression continue au fil des années : de 422 km en 2012, le linéaire atteint 592 km en 2024. Cette croissance s'amplifie sur la période ATRD7, passant de 600 km en 2026 à 653 km en 2029, soit une hausse de +53 km en 3 ans, correspondant à une augmentation annuelle moyenne de +18 km/an, ou +2,9%/an. Cette expansion est notamment corrélée à l'intégration de sept nouveaux postes d'injection de biométhane prévus d'ici 2029, qui viendront s'ajouter au poste déjà en service à la fin d'ATRD6.



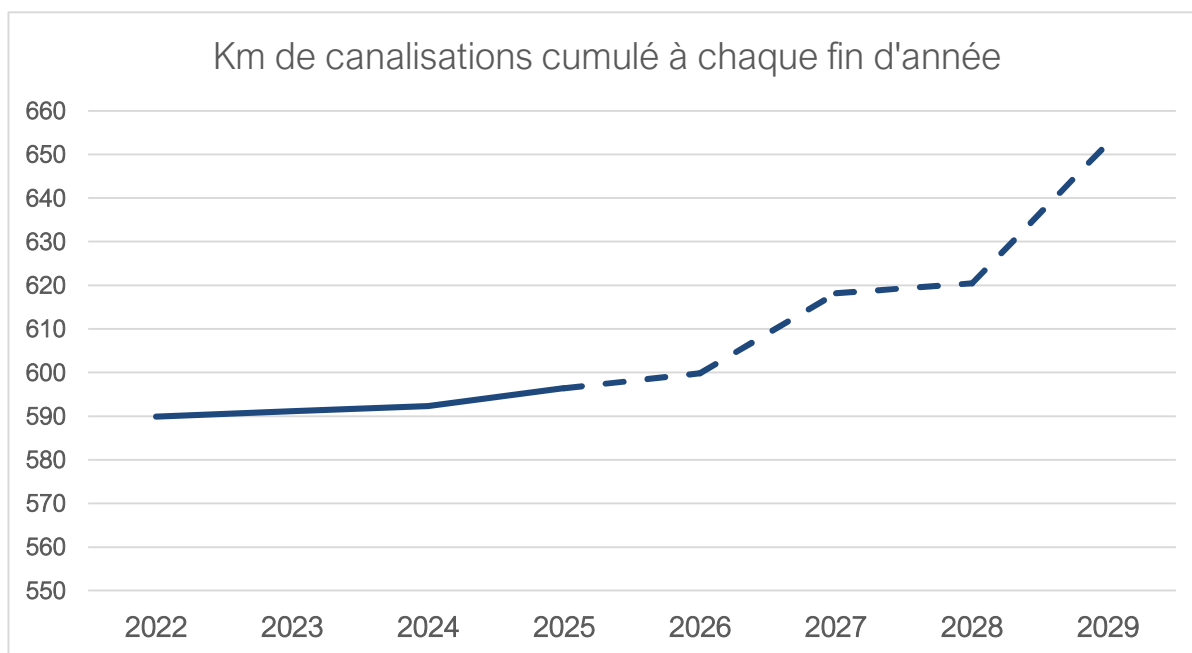
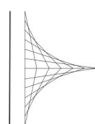


Figure 4 Evolution de la longueur de réseau (en km)



IV. Analyse poste par poste

A. Synthèse globale

Afin de consolider l'analyse poste par poste menée *infra* dans le présent rapport, les tableaux et les graphiques ci-après présentent une synthèse des écarts globaux entre la demande initiale de Sorégies et les niveaux ajustés proposés par l'auditeur en amont et à l'issue de la phase contradictoire (post contradictoire), sur l'ensemble de la période ATRD7 (2026–2029).

Le premier tableau et graphique associé portent sur l'ensemble des Charges Nettes d'Exploitation (CNE), en incluant l'ensemble des postes, qu'ils soient incités ou non.

Toutefois, dans le cas spécifique de Sorégies, il est apparu pertinent de compléter cette lecture globale par une mise en perspective centrée sur le périmètre des CNE incitées uniquement. En effet :

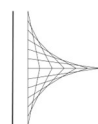
- Une part importante des ajustements opérés concerne les raccordements de producteurs biométhane, pour lesquels Sorégies a intégré à la fois des recettes de raccordement (poste non incité) et des charges associées à la supervision, maintenance et location de postes (poste incité).
- Les recettes de raccordement des producteurs biométhane représentent, pour Sorégies, des montants particulièrement significatifs et concentrés sur la fin de la période ATRD7. Ces recettes viennent réduire mécaniquement les CNE totales, et donc masquer, en partie, les effets bruts des ajustements opérés sur les charges incitées.

Pour cette raison, afin de mieux refléter la portée réelle des propositions d'ajustement sur les charges encadrées par la régulation incitative (et donc sur le revenu autorisé), un second tableau et graphique associé présentent une synthèse restreinte au périmètre des CNE incitées.

Cette double lecture permet de :

- D'une part, restituer l'effet net global sur le périmètre tarifaire (via les CNE totales),
- D'autre part, isoler et valoriser l'effet direct de l'audit sur les charges incitées, indépendamment des effets induits par les recettes non incitées.

Les écarts sont exprimés en valeur absolue (k€) et en pourcentage du poste considéré, permettant d'apprécier à la fois l'intensité des ajustements et leur concentration par année.



A.1. Synthèse sur le périmètre du total des CNE

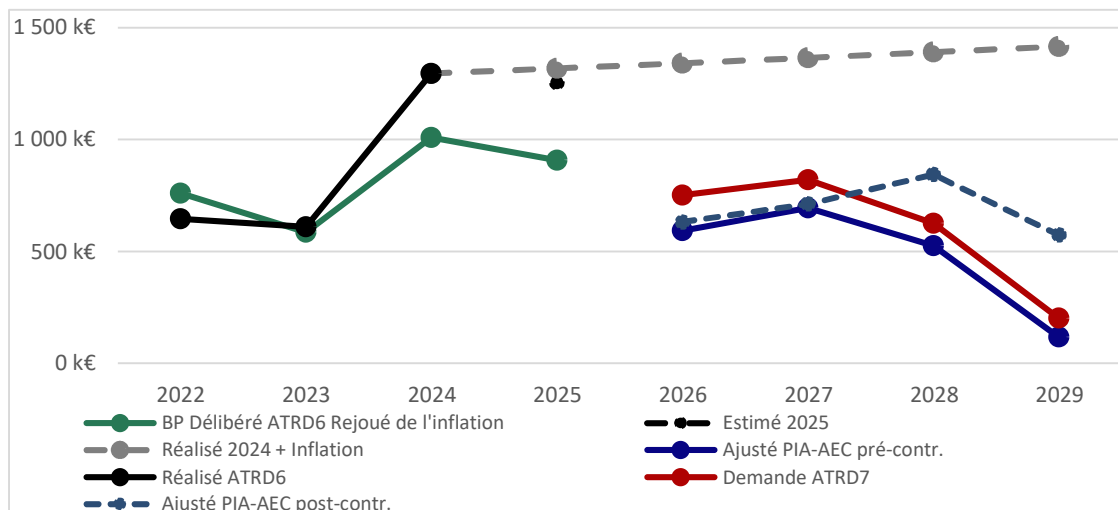
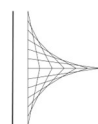


Figure 5 : Evolution des CNE totales - synthèse de l'analyse poste par poste

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	752,1 k€	821,0 k€	626,5 k€	201,7 k€	600,3 k€
Ajusté PIA-AEC post-contr.	631,4 k€	713,5 k€	846,0 k€	576,4 k€	691,8 k€
Ecart (en valeur)	-120,8 k€	-107,5 k€	219,5 k€	374,7 k€	91,5 k€
Ecart (en %age du poste)	-16,1%	-13,1%	35,0%	185,8%	15,2%

Tableau 1 : Synthèse des ajustements des CNE totales suite à l'analyse poste par poste post-contradictoire

La trajectoire ajustée des CNE totales issue de l'analyse post-contradictoire ressort en moyenne supérieure de +15 % à la demande initiale de Sorégies sur la période ATRD7. Cette hausse s'explique essentiellement par le **choix de ne pas retenir la trajectoire de raccordements de nouveaux postes d'injection de biométhane proposée par l'opérateur**, jugée insuffisamment justifiée à ce stade (cf. analyse détaillée *infra*).



A.2. Synthèse sur le périmètre des CNE incitées

Le présent paragraphe synthétise les trajectoires des charges nettes d'exploitation (CNE) « incitées », c'est-à-dire relevant du périmètre soumis à régulation incitative dans le cadre du mécanisme du CRCP (c'est-à-dire hors charges liées aux impayés, hors aides commerciales et hors recettes de travaux de raccordement et de locations de compteurs et postes).

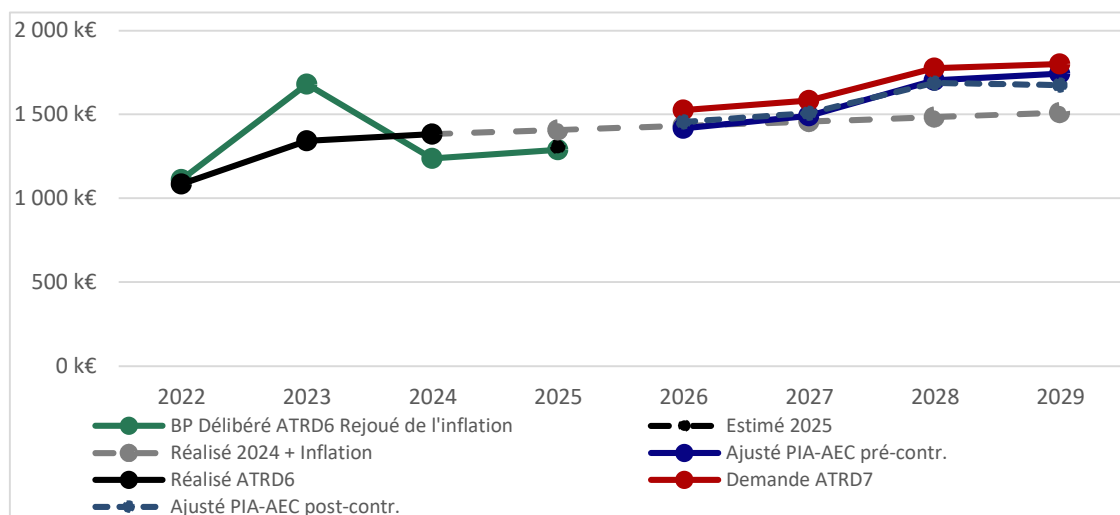


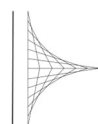
Figure 6 : Evolution des CNE incitées - synthèse de l'analyse poste par poste

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	1 525,0 k€	1 582,1 k€	1 776,3 k€	1 800,1 k€	1 670,9 k€
Ajusté PIA-AEC post-contr.	1 455,6 k€	1 509,4 k€	1 689,3 k€	1 677,7 k€	1 583,0 k€
Ecart (en valeur)	-69,5 k€	-72,6 k€	-87,0 k€	-122,4 k€	-87,9 k€
Ecart (en %age du poste)	-4,6%	-4,6%	-4,9%	-6,8%	-5,3%

Tableau 2 : Synthèse des ajustements des CNE incitées suite à l'analyse poste par poste post-contradictoire

Cette synthèse globale des CNE incitées résulte des ajustements opérés poste par poste à la suite de l'analyse technique et contradictoire menée avec l'opérateur ressort en moyenne inférieure de -5 % à la demande initiale de Sorégies sur la période ATRD7.

L'analyse détaillée par poste, présentée ci-après, permet de justifier ces écarts et de retracer précisément le raisonnement ayant conduit aux niveaux retenus.



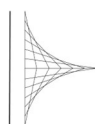
B. Analyse détaillée poste par poste (BP hors AMR)

B.1. Evolution poste par poste de la rubrique des achats et consommations externes

La rubrique des « achats et consommations externes » regroupe l'ensemble des charges engagées par le gestionnaire de réseau auprès de tiers pour le bon fonctionnement de l'activité gaz péréquée. Elle comprend notamment les postes suivants :

- Les achats de matières et fournitures non stockées ;
- Les achats stockés ;
- Les services extérieurs entretien et maintenance, qui inclut les prestations de sous-traitance, de maintenance des réseaux, d'outillage, ou encore les contrats informatiques ;
- Les redevances de contrôles ;
- Les prestations externes, recouvrant les frais d'études, d'audit, de conseil ou encore les coûts liés à des projets transverses mutualisés au sein du groupe ;
- Les dépenses de communication ;
- Les aides commerciales (non incitées) ;
- Les autres charges externes regroupant les dépenses non ventilables dans les postes précédents (loyers, assurances et autres charges externes diverses).

Chacun de ces postes fait l'objet d'une analyse détaillée *infra*, à la fois sur la base des réalisations observées sur la période ATRD6 et de la trajectoire présentée par Sorégies pour la période tarifaire ATRD7.



B.1.1. Achats matières et fournitures non stockés

Les « fournitures non stockables » sont des biens ou services consommés immédiatement et non stockables, comme l'énergie, l'eau ou les petites fournitures.

Ce poste représente 0,3% des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

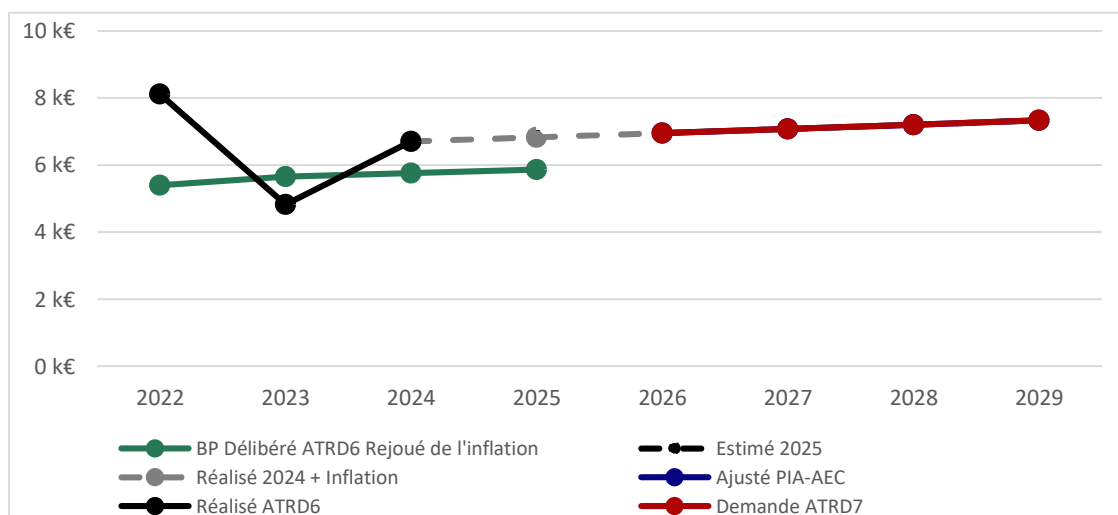


Figure 7 : Achats matières et fournitures non stockées

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

La demande ATRD 7 de Sorégies correspond au réalisé 2024 inflaté.

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

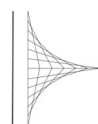
Ce poste représente 0,3% des charges d'exploitation et n'a pas fait l'objet d'échanges approfondis avec l'opérateur.

La demande de Sorégies d'une évolution du poste en ligne avec l'inflation à partir du réalisé 2024 est raisonnable et ne fait pas l'objet d'ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	6,9 k€	7,1 k€	7,2 k€	7,3 k€	7,1 k€
Ajusté PIA-AEC	6,9 k€	7,1 k€	7,2 k€	7,3 k€	7,1 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 3 : Achats et fournitures non stockées demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.



B.1.2. Achats stockés

Les « achats stockés » sont des achats de biens destinés à être conservés en stock avant leur utilisation ultérieure dans les opérations, la maintenance ou les travaux.

Ce poste représente 14,0 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

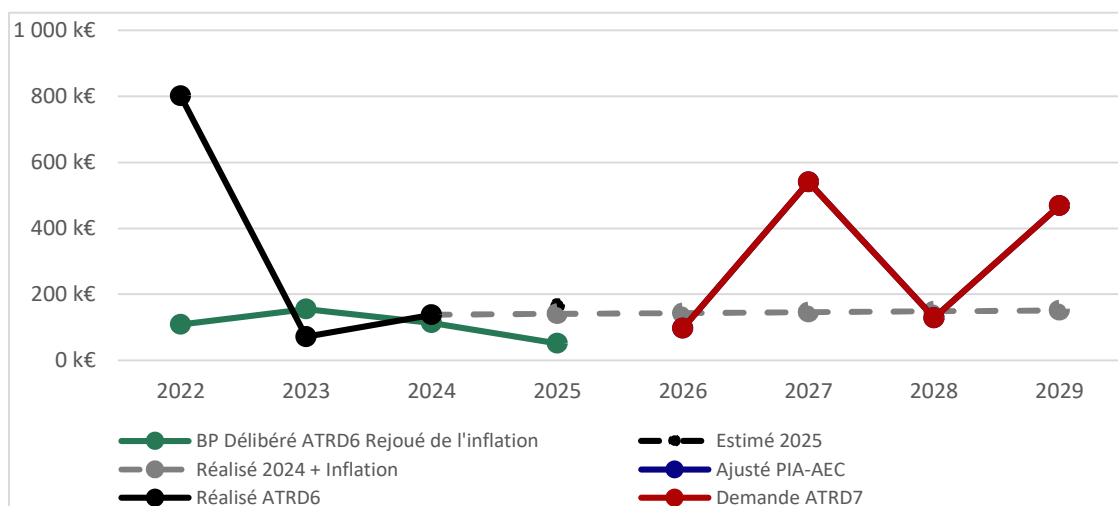


Figure 8 : Achats stockés

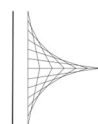
1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Les achats stockés sont corrélés à la trajectoire d'investissement de Sorégies. Les achats stockés nets (achats - production immobilisée) sont mécaniquement bien plus faibles (quelques dizaines de k€/an).

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

Sorégies prévoit une trajectoire en forte croissance, avec une moyenne de 308 k€/an sur la période et basée strictement sur le rythme des investissements planifiés, notamment lien avec le développement du réseau et des raccordements de producteurs biométhane (cf. analyse spécifique dans l'analyse du poste « production stockée et immobilisée » *infra*).

En outre, il est important de souligner que ce poste est quasiment intégralement neutralisé par la production stockée et immobilisée (PSI) qui fait l'objet d'une analyse détaillée *infra*. Concrètement, les achats de matériels transitent par ce compte avant d'être immobilisés via la PSI, ce qui fait qu'ils n'ont pas d'impact significatif sur le niveau des CNE au sens de la régulation tarifaire. Toutefois, ces dépenses alimentent CCN et ont donc un impact indirect sur le tarif.



La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	96,6 k€	540,1 k€	127,9 k€	468,3 k€	308,2 k€
Ajusté PIA-AEC	96,6 k€	540,1 k€	127,9 k€	468,3 k€	308,2 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 4 : Achats stockés demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.

B.1.3. Services extérieurs entretien et maintenance

Le poste « Services extérieurs entretien et maintenance » couvre un périmètre très large regroupant, d'une part, les prestations de sous-traitance pour l'entretien, la maintenance et le dépannage des réseaux gaz, et d'autre part, les frais associés à la maintenance des outils numériques (SI GRD et GMAO notamment), à la supervision des unités de biométhane et aux nouvelles obligations réglementaires (cybersécurité - NIS2, réglementation européenne sur le méthane).

Ce poste représente 50,1 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

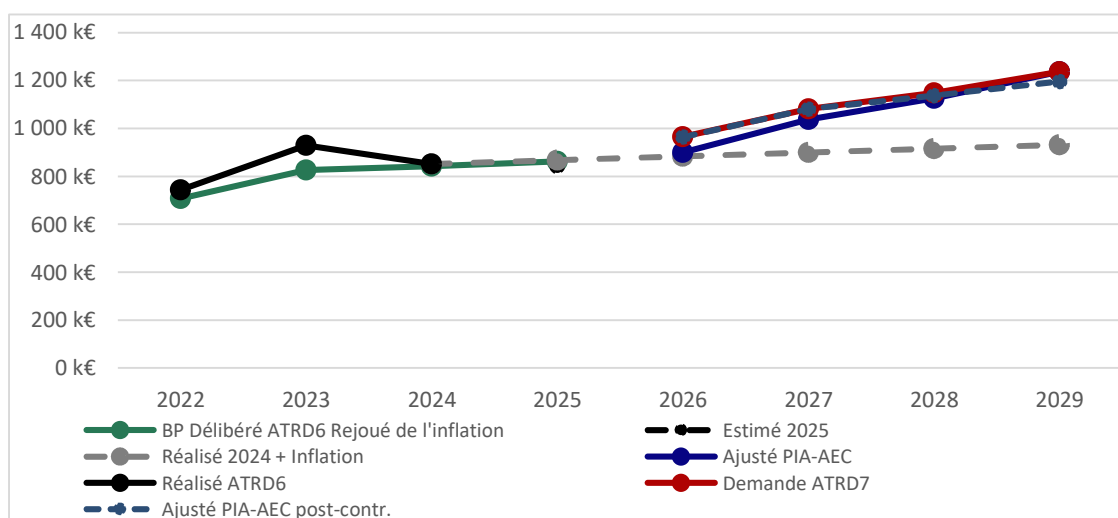
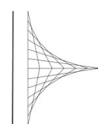


Figure 9 : Dépenses de services extérieurs entretien et maintenance



1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, les charges constatées progressent de 743 k€ en 2022 à 929 k€ en 2023, avant de redescendre à 852 k€ en 2024 (niveau maintenu dans l'estimé 2025 à 842 k€). Cette dynamique traduit à la fois une hausse tendancielle des coûts de maintenance (notamment SRD) et la montée en charge progressive du nouveau SI GRD gaz (209 k€ en estimé 2025, contre 54 k€ pour l'ancien outil en 2024).

Sur la période ATRD6 (2022–2024), les charges constatées ont été systématiquement supérieures aux montants initialement délibérés par la CRE, avec un écart cumulé de près de 150 k€ 2022-2024. Cette sur-réalisation s'explique principalement par une revalorisation des prestations sous-traitées (notamment celles de SRD), la montée en charge non anticipée des systèmes d'information (maintenance de l'ancien puis du nouveau SI GRD gaz). Ces éléments ont contribué à une dérive ponctuelle mais significative des charges, concentrée en particulier sur l'année 2023.

La trajectoire demandée pour l'ATRD7 présente une croissance marquée : 965 k€ en 2026 (+15 % par rapport à 2025), puis 1 082 k€ en 2027, 1 148 k€ en 2028 et 1 236 k€ en 2029. Cette trajectoire est fondée sur l'empilement de plusieurs sous-postes individualisés (cf. *infra*).

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

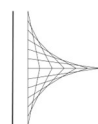
La trajectoire présentée par Sorégies pour la période ATRD7 repose donc sur une décomposition relativement précise des différents sous-postes composant le poste « Services extérieurs entretien et maintenance », en distinguant notamment les coûts de sous-traitance, les outils SI, la maintenance/supervision des postes biométhane et les nouvelles obligations réglementaires. Cela permet notamment de mieux appréhender l'origine de la hausse de charges demandée (près de +50% entre le dernier réalisé 2024 et 2029), ainsi que sa ventilation.

L'augmentation relativement forte des charges demandées dès 2026 (+123 k€ par rapport à l'estimé 2025, lui-même à un niveau équivalent du réalisé 2024, soit +15%) intègre l'effet simultané de plusieurs facteurs :

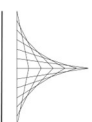
- déploiement du nouveau SI GRD (209 k€/an en 2025 puis 170 k€/an),
- premiers effets de la directive NIS2 (12 k€/an),
- premières obligations du règlement européen sur le méthane (76 k€/an),
- poursuite du déploiement des postes biométhane (36 k€/an par poste),
- coûts résiduels liés à la maintenance courante (sous-traitance).

La méthode d'empilement retenue par Sorégies en différents sous-postes est cohérente mais pourrait notamment conduire à une surestimation temporaire du besoin si tous les sous-postes n'étaient pas pleinement activés en 2026. Par ailleurs, plusieurs hypothèses méritent d'être discutées ou ajustées :

- Sorégies a opéré le basculement vers un nouveau SI GRD gaz courant 2024, en remplacement de l'ancien système jugé partiellement obsolète et non conforme aux standards GTG 2007. L'ancien SI ne permettait en effet de gérer que les PCE rattachés au fournisseur historique, avec des traitements manuels sous Excel pour les autres, et une absence de production de certains flux normés. Le nouveau SI permet désormais une gestion complète des flux GTG et assure une mise en conformité réglementaire souhaitée par la CRE. En termes de charges de SI GRD :



- 2024 : des coûts de maintien de l'ancien SI sont encore comptabilisés pour 54 k€, correspondant à sa dernière année de fonctionnement,
 - 2025 : le nouveau SI est pleinement opérationnel, avec des charges d'exploitation de 209 k€ affectées exclusivement à l'activité gaz péréqué. Ce montant inclut notamment les prestations informatiques et l'abonnement au logiciel,
 - À partir de 2026 : les charges sont projetées à 170 k€/an (€2026), correspondant aux coûts récurrents de maintenance du nouvel outil, soit une charge supplémentaire de +115 k€ par rapport à l'ancien outil SI GRD.
- Le coût lié à la directive NIS2, estimé à 12 k€/an pour le gaz péréqué à partir de 2026, repose sur une clé de répartition par ETP (1,7 % du coût groupe de 700 k€). Si cette clé est simple et objectivable, elle ne reflète pas nécessairement l'exposition réelle du périmètre gaz aux obligations techniques NIS2
Un lissage sur quatre ans permettrait de mieux refléter la montée en charge progressive des obligations techniques liées à NIS2, en limitant les charges à 3 k€ en 2026 et en les faisant croître jusqu'à 12 k€ en 2029, soit un ajustement cumulé de 18 k€ sur les trois premières années par rapport à la trajectoire actuellement proposée ;
 - Les charges associées à la réglementation méthane (76 k€/an) sont également intégrées dès 2026, sans phase de montée en puissance, alors même que les modalités d'application (notamment la certification des rapports) peuvent évoluer.
Un tel lissage permettrait d'ajuster la trajectoire aux réalités opérationnelles, en limitant les charges à 19 k€ en 2026 puis en les augmentant progressivement jusqu'au plein effet en 2029 (en intégrant l'inflation), générant ainsi un ajustement cumulé de 115 k€ sur les trois premières années par rapport à la demande initiale ;
 - Les coûts de supervision et maintenance biométhane, construits à partir d'une hypothèse normée (35 k€/poste/an) auxquels s'ajoute 6 k€/an pour la maintenance des dispositifs de mesure du PCS sont appliqués de façon systématique à toutes les unités prévues entre 2026 et 2029, y compris celles dont la mise en service reste incertaine (cela s'est déjà produit par le passé).
 Il serait prudent de retenir un taux de réalisation partiel ou de différer une partie de ces charges. En effet, l'analyse de la file d'attente biométhane transmise ne permet d'identifier que 5 à 6 projets en cours raccordables, ce qui jette un doute sur la robustesse de l'hypothèse retenue par Sorégies (7 raccordements à venir sur ATRD 7). Dans ce contexte, des précisions complémentaires de la part de l'opérateur sont attendues pour justifier la faisabilité et le calendrier précis de l'ensemble des raccordements envisagés. À défaut, un ajustement à la baisse de la trajectoire des charges associées pourrait être envisagé, soit en limitant le nombre de postes pris en compte, soit en appliquant un taux de réalisation partiel ;
 - Enfin, les prestations de sous-traitance SRD/Vendée, représentant plus de 500 k€/an (519 k€ en réalisé 2024), sont maintenues à niveau constant (hors inflation) sur toute la période ATRD7. Cette stabilité peut sembler conservatrice dans un contexte de baisse prévue des PDL (-1 %/an) et des consommations (-0,6%/an), même si Sorégies avance des arguments liés au maintien des obligations réglementaires et à l'augmentation du linéaire de réseau (+2,2%/an sur ATRD 7).
Dans ces conditions, aucun ajustement n'est proposé, sous réserve que le niveau de 519 k€ soit bien exprimé en euros 2024 et que son évolution projetée se limite strictement à la prise en compte de l'inflation (+1,8%/an).



La proposition de l'opérateur **au stade pré-contradictoire** est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	965,1 k€	1 081,5 k€	1 147,5 k€	1 236,3 k€	1 107,6 k€
Ajusté PIA-AEC	899,1 k€	1 036,7 k€	1 124,7 k€	1 236,3 k€	1 074,2 k€
Ecart (en valeur)	-66,0 k€	-44,8 k€	-22,8 k€	0,0 k€	-33,4 k€
Ecart (en %age du poste)	-6,8%	-4,1%	-2,0%	0,0%	-3,0%

Tableau 5 : Dépenses de services extérieurs entretien et maintenance demande et proposition

3) **Commentaire de l'opérateur :**

4)

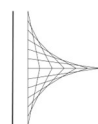
Concernant la proposition d'ajustement NIS2, Sorégies accepte partiellement la proposition d'ajustement de l'auditeur. Sorégies indique que :

- La directive NIS2 est en cours de transposition en droit français.
- Des actions concrètes ont déjà été lancées au sein du groupe Sorégies, représentant déjà 15 % du coût total annuel estimé, avant même l'entrée en vigueur de la directive.
- En conséquence, Sorégies propose :
 - De maintenir 15 % de la charge totale dès 2026 (soit environ 10,5 k€ sur les 70 k€ de coût groupe)
 - Puis une montée en charge progressive du solde sur la période 2026–2029 (jusqu'à 12 k€ en 2029), au lieu d'une courbe linéaire démarrant à 3 k€.

Sorégies rejette la proposition d'ajustement suite au lissage progressif du coût lié à la **réglementation européenne sur le méthane**. La directive (UE) 2024/1788 est déjà applicable, et impose immédiatement des obligations opérationnelles, notamment :

- Changement de périodicité des surveillances de réseau (passage de 4 à 3 ans), augmentant immédiatement les linéaires à contrôler (et donc les coûts) d'environ +33 %.
- Des obligations de reporting aux autorités qui prennent effet dès maintenant.
- Sorégies affirme donc que les 76 k€/an de charges intégrées dès 2026 correspondent pleinement à la réalité immédiate, et qu'il n'est pas réaliste de lisser ces coûts dans le temps.

S'agissant de **l'impact sur ce poste des raccordements prévus de producteurs biométhane**, l'opérateur a émis des commentaires qui sont **centralisée dans le paragraphe "Travaux pour tiers"**, en lien avec les autres postes concernés. Nous y renvoyons pour éviter toute redondance.



5) Commentaire de l'auditeur

L'auditeur est en ligne avec la réponse de Sorégies s'agissant de la proposition d'ajustement sur NIS2.

- Maintenir 15 % de la charge totale dès 2026 (soit environ 10,5 k€ sur les 70 k€ de coût groupe)
- Montée en charge progressive du solde sur la période 2026–2029 (jusqu'à 12 k€ en 2029), au lieu d'une courbe linéaire démarrant à 3 k€.

S'agissant du coût lié à la **réglementation européenne sur le méthane**, l'auditeur est également en ligne avec le retour de Sorégies dans la mesure où les obligations introduites par la directive méthane s'appliquent intégralement dès 2026, sans phase transitoire possible. L'argument principal repose sur des exigences opérationnelles immédiates (notamment la surveillance accrue des réseaux) et des obligations réglementaires déjà en vigueur : l'ajustement initialement proposé est donc neutralisé.

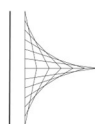
Ce poste intègre une part des charges associées à la supervision et à la maintenance des futurs postes d'injection biométhane : **l'analyse complète de l'impact de ces raccordements biométhane sur les CNE (charges, recettes de raccordement et recettes de location) est centralisée dans le paragraphe "Travaux pour tiers"**, en lien avec les autres postes concernés. Nous y renvoyons pour éviter toute redondance.

S'agissant du présent poste des "services extérieurs entretien et maintenance", cela induit un ajustement de -10,3 k€ en 2028 et de -41,0 k€ en 2029, correspondant à la réduction des charges de supervision, maintenance et contrôle du PCS sur les postes biométhane non pris en compte dans la trajectoire ajustée (cf. détail du calcul dans le paragraphe d'analyse des « travaux pour tiers »).

La proposition de l'opérateur **au stade post-contradictoire** est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	965,1 k€	1 081,5 k€	1 147,5 k€	1 236,3 k€	1 107,6 k€
Ajusté PIA-AEC	963,6 k€	1 080,5 k€	1 136,7 k€	1 195,3 k€	1 094,0 k€
Ecart (en valeur)	-1,5 k€	-1,0 k€	-10,8 k€	-41,0 k€	-13,6 k€
Ecart (en %age du poste)	-0,2%	-0,1%	-0,9%	-3,3%	-1,2%

Tableau 6 : Dépenses de services extérieurs entretien et maintenance demande et proposition post-contradictoire



B.1.4. Redevances

Il s'agit ici du poste des redevances retenues dans la trajectoire ATRD7 de Sorégies qui recouvre uniquement deux types de charges : les redevances d'occupation du domaine public versées aux collectivités locales, et les redevances de contrôle des concessions versées aux syndicats concédants de la Vienne (SEV) et de la Vendée (Sydev), Sorégies desservant au tarif péréqué des PCE situés sur ces 2 départements. Cette approche est conforme aux instructions de la CRE depuis l'ATRD5, qui imposent un retraitement des redevances en cas de liens capitalistiques entre le concessionnaire et l'autorité concédante (comme c'est le cas pour le SEV).

Ce poste représente 5,3 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

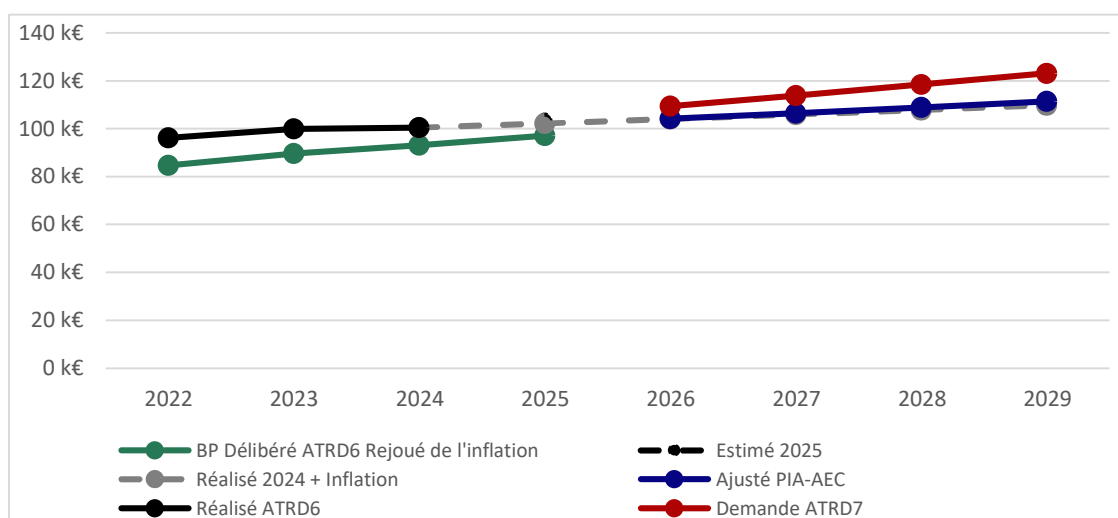


Figure 10 : Dépenses de redevances

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

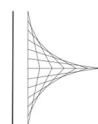
Sur la période 2022–2025, les montants réalisés (ou estimés) progressent de 96 k€ en 2022 à 100 k€ en 2024. La trajectoire demandée pour l'ATRD7 affiche une augmentation continue, atteignant 109 k€ dès 2026 puis 123 k€ en 2029. Cette hausse repose sur deux dynamiques distinctes : d'une part, l'évolution du linéaire de réseau, qui impacte directement la redevance d'occupation des sols ; d'autre part, l'indexation des redevances de contrôle sur des hausses passées (+5 % pour la Vendée, +3,4 % pour la Vienne entre 2022 et 2024).

Sorégies applique ensuite ces hausses passées comme base de calcul pour la période 2026–2029.

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La trajectoire présentée par Sorégies est globalement cohérente avec les règles de retraitement de la CRE et repose sur des formules contractuelles transparentes, intégrant le nombre de communes, de PCE, le linéaire de réseau et un indice d'ingénierie (Ing). Toutefois, plusieurs éléments appellent à une vigilance renforcée.

D'abord, la trajectoire demandée augmente à un rythme supérieur à l'inflation de +1,8%/an pour l'ATRD7. À titre d'exemple, le montant demandé pour 2026 (109 k€) dépasse de près de 5% le montant 2024 estimé (104 k€) alors même que Sorégies indique dans son dossier tarifaire que la



trajectoire des redevances « reste stable, hors inflation, par rapport au constat sur la période ATRD6 », ce qui n'est pas le cas des chiffres de la demande.

Ensuite, l'utilisation des hausses constatées entre 2022 et 2024 comme base pour prolonger la dynamique tarifaire jusqu'en 2029 introduit de facto une inflation implicite plus forte que celle prévue par la CRE, sans que cette méthode ne soit pleinement justifiée ou documentée. Dans un contexte de désinflation relative, une indexation linéaire à +1,8%/an sur la base de 2024 (soit 100 k€) apparaîtrait plus prudente.

A ce titre, la redevance de concession a été projetée à partir du niveau de 2024 (100 k€), en appliquant strictement la formule contractuelle et en supposant une pondération équivalente entre les trois variables physiques (communes, points de consommation, linéaire de réseau). Le nombre de communes est supposé stable, les PDL diminuent de -1%/an, et le linéaire progresse de +2,9%/an. L'indice d'ingénierie est supposé croître à 1,8%/an, conformément à l'hypothèse d'inflation. Sur cette base, la redevance projetée augmente modérément pour atteindre 111 k€ en 2029, traduisant un effet combiné de l'inflation corrigée et de la dynamique contrastée des composantes physiques (baisse des clients et hausse du linéaire de réseau).

Formule de calcul de la redevance :

$$R_1 = (a \times C + b \times P + c \times L) \times (0,15 + 0,85 \times \text{Ing} / \text{Ing}_0)$$

- R_1 : montant annuel de la redevance de concession (en euros)
- C : nombre de communes concédées disposant d'un réseau gaz au 31 décembre de l'année précédente
- P : nombre de points de consommation (PDL) en service au 31 décembre de l'année précédente
- L : longueur du réseau de distribution (en km) au 31 décembre de l'année précédente
- a, b, c : coefficients unitaires en euros associés respectivement à C, P et L qu'on considérera comme égaux à 1
- Ing : valeur de l'index d'ingénierie au mois de janvier de l'année précédente
- Ing_0 : valeur de ce même index au mois de janvier de l'année précédant de deux ans la signature du contrat

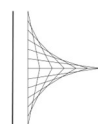
La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	109,3 k€	113,8 k€	118,5 k€	123,1 k€	116,2 k€
Ajusté PIA-AEC	104,2 k€	106,5 k€	108,9 k€	111,4 k€	107,8 k€
Ecart (en valeur)	-5,1 k€	-7,3 k€	-9,6 k€	-11,7 k€	-8,4 k€
Ecart (en %age du poste)	-4,7%	-6,4%	-8,1%	-9,5%	-7,3%

Tableau 7 : Dépenses de redevances demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.

En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau *supra*) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.



B.1.5. Prestations externes

Le poste des « Prestations externes » regroupe les dépenses engagées par Sorégies auprès de prestataires extérieurs pour des besoins transverses à l'exploitation directe du réseau. Il comprend notamment les prestations de conseil, d'audit, d'études ponctuelles, ainsi que les dépenses liées à des projets de transformation mutualisés au sein du groupe, comme le développement d'outils de gestion ou le déploiement de la facture électronique.

Ce poste représente 2,6 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

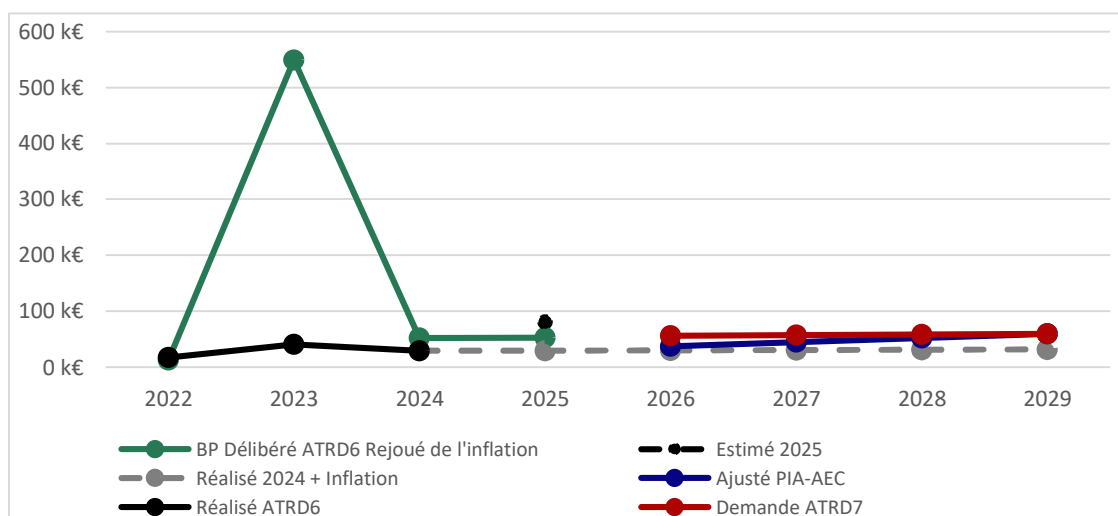


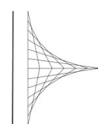
Figure 11 : Dépenses de prestations externes

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, le poste des prestations externes est marqué par une forte volatilité, notamment en 2023 où une dépense exceptionnelle de 460 k€ a été enregistrée pour un projet de raccordement industriel finalement avorté. Hors cet événement, les montants constatés sont restés contenus, autour de 40 k€/an.

Ces prestations recouvrent principalement des services pour les fonctions support (informatique, juridique, audit, personnel intérimaire), ainsi que des interventions ponctuelles liées à des projets du groupe.

Pour la période 2026–2029, Sorégies demande une trajectoire moyenne d'environ 54 k€/an en euros 2024, soit une augmentation notable (+25 k€/an) par rapport à la moyenne historique hors effet 2023. Cette hausse s'explique par l'imputation à l'activité gaz péréqué d'une part des charges liées à des projets transverses du groupe Sorégies (ex : dématérialisation des factures, nouveau SI contrôle de gestion, outils de reporting). Ces coûts sont ventilés selon des clés analytiques établies sur la base du temps passé en 2024–2025 par les personnels intervenant sur ces projets. La trajectoire est constante sur toute la période ATRD7, Sorégies indiquant ne pas disposer d'un calendrier précis des projets à venir.



2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La trajectoire demandée par Sorégies sur la période ATRD7 repose sur une extrapolation des projets transverses réalisés ou budgétés en 2024–2025, appliquée uniformément à partir de 2026, avec un niveau moyen de 54 k€ par an. Cette approche revient à intégrer dès le début de la période l'ensemble des charges supposées liées à des projets non encore finalisés, alors même que Sorégies indique ne pas disposer d'un calendrier précis de déploiement. Ce profil de charge immédiat ne paraît pas cohérent au regard de la nature évolutive de ces projets, souvent déployés de manière progressive sur plusieurs exercices.

Il serait donc plus pertinent d'ajuster la trajectoire en lissant la montée en puissance de la charge supplémentaire de 25 k€ par an (par rapport au socle historique d'environ 29 k€) sur les quatre années de la période ATRD7, tout en tenant compte de l'inflation prévisionnelle de +1,8 %/an. À titre illustratif, cela conduirait à intégrer progressivement cette charge additionnelle selon le profil suivant : 7,5 € en 2026, 15,0 k€ en 2027, 22,5 € en 2028 et 30,0 k€ en 2029. Cette méthode permettrait de mieux refléter le rythme réel d'engagement des projets transverses, tout en préservant une trajectoire réaliste des CNE.

La proposition de l'opérateur **au stade pré-contradictoire** est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	56,4 k€	57,4 k€	58,5 k€	59,5 k€	58,0 k€
Ajusté PIA-AEC	37,1 k€	44,6 k€	52,1 k€	59,5 k€	48,3 k€
Ecarts (en valeur)	-19,3 k€	-12,8 k€	-6,4 k€	0,0 k€	-9,6 k€
Ecarts (en %age du poste)	-34,2%	-22,3%	-11,0%	0,0%	-16,6%

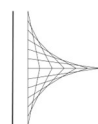
Tableau 8 : Dépenses de prestations externes demande et proposition pré-contradictoire

3) Commentaire de l'opérateur :

Sorégies conteste l'ajustement proposé par l'auditeur, qui vise à lisser progressivement la charge liée aux projets transverses de transformation numérique, arguant que :

- Les charges prévues concernent des travaux numériques transverses déjà engagés (ex : facturation électronique, SI contrôle de gestion, reporting) ;
- Ces projets sont menés sur des durées courtes mais successives, dans le cadre d'un programme de transformation numérique continu ;
- Le rythme d'activité 2024–2025 est représentatif de ce qui est attendu pour l'ensemble de la période ATRD7 (hors inflation).

Il est donc selon Sorégies justifié de maintenir une trajectoire constante à 54 k€/an dès 2026 car les projets s'enchaînent dans le cadre d'une dynamique structurante pour le groupe.



4) Commentaire de l'auditeur

La position de Sorégies repose sur une lecture « programme » de ses projets numériques, considérés comme successifs et structurants, justifiant une charge stable dès 2026.

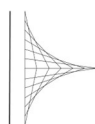
Toutefois, l'absence de calendrier précis et l'incertitude sur le contenu exact des projets à venir affaiblissent la justification d'une montée immédiate au plein régime.

En conséquence, **la proposition d'un lissage progressif de la charge additionnelle reste selon nous pertinente pour refléter une montée en charge plus prudente** et mieux alignée avec la visibilité réelle sur les projets. **Nous maintenons donc la proposition d'ajustement.**

La proposition de l'opérateur **au stade post-contradictoire** est donc retenue avec les mêmes propositions d'ajustements qu'au stade pré-contradictoire :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	56,4 k€	57,4 k€	58,5 k€	59,5 k€	58,0 k€
Ajusté PIA-AEC	37,1 k€	44,6 k€	52,1 k€	59,5 k€	48,3 k€
Ecart (en valeur)	-19,3 k€	-12,8 k€	-6,4 k€	0,0 k€	-9,6 k€
Ecart (en %age du poste)	-34,2%	-22,3%	-11,0%	0,0%	-16,6%

**Tableau 9 : Dépenses de prestations externes demande et proposition
stade post-contradictoire**



B.1.6. Dépenses de communication

Le poste « Dépenses de communication » regroupe les charges engagées par Sorégies pour ses actions de communication externe liées à l'activité gaz péréqué.

Ce poste représente 1,2 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

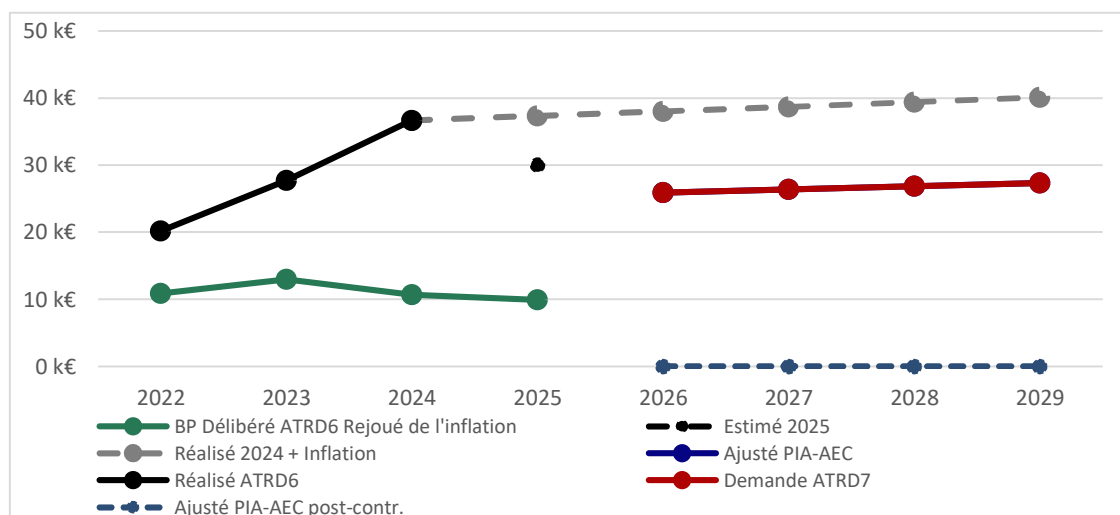


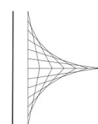
Figure 12 : Dépenses de communication

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, les dépenses de communication de Sorégies se sont maintenues à un niveau stable, autour de 20 à 36 k€ par an. Elles correspondent notamment à des actions bien identifiées et reconduites d'année en année : l'adhésion à l'association Valeurs Agriméthas (20 k€ par an), la participation au salon de l'agriculture de Nouvelle-Aquitaine (5 k€ par an), ainsi que la réalisation de supports institutionnels visant à promouvoir le développement du biométhane sur le territoire.

Le dépassement observé s'explique par une politique commerciale opportuniste mise en place par Sorégies en réponse à la crise énergétique de 2022–2023, visant à densifier le réseau. Il apparaît que ces dépenses ont été sous-estimées dans le cadre de l'ATRD6.

Pour la période 2026–2029, l'opérateur demande une reconduction partielle de ces actions, en retenant une trajectoire partant légèrement en dessous de la moyenne 2022-2024 indexée sur l'inflation, ce qui aboutit à une trajectoire comprise entre 26 k€ et 27 k€ annuels.



2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La trajectoire demandée présente une baisse progressive des dépenses de communication sur la période ATRD7. Sorégies indique que cette ligne recouvre principalement la réalisation de supports institutionnels visant à promouvoir le développement du biométhane sur le territoire.

Toutefois, le bulletin d'adhésion 2022 à l'association Valeurs Agriméthas accessible en ligne précise un tarif de 500 €/an pour les membres associés. Ce niveau d'écart avec le montant budgété de 20 k€ questionne la nature réelle des prestations sous-jacentes.

À ce stade, aucun justificatif détaillé n'a été fourni permettant d'objectiver cette charge, ni d'identifier d'éventuels services complémentaires associés à cette cotisation.

À défaut de transmission d'un justificatif précis et documenté de cette dépense, l'auditeur se réserve la possibilité de proposer une révision à la baisse de cette ligne dans la trajectoire prévisionnelle ATRD7.

La proposition de l'opérateur est donc retenue à ce stade pré-contradictoire sans ajustement :

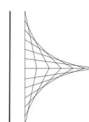
k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	25,9 k€	26,4 k€	26,8 k€	27,3 k€	26,6 k€
Ajusté PIA-AEC	25,9 k€	26,4 k€	26,8 k€	27,3 k€	26,6 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 10 : Dépenses de communication demande et proposition

3) Commentaire de l'opérateur :

S'agissant des dépenses de communication, Sorégies confirme le montant de 20k€ HT/an budgété pour sa participation à l'association Valeurs Agri Méthas, en tant que membre fondateur, aux côtés de la Chambre d'Agriculture de la Vienne. (la cotisation de 500 €/an, mentionnée dans le bulletin accessible en ligne, concerne les agriculteurs adhérents, et non les membres fondateurs comme Sorégies).

Le montant de 20k€ couvre notamment les frais de fonctionnement globaux de l'association, dans le cadre d'un engagement stratégique et structurant pour le soutien au développement de la filière biométhane. Sorégies a transmis la facture justificative de cette dépense annuelle.



4) Commentaire de l'auditeur

La clarification apportée par Sorégies permet de mieux comprendre le niveau de dépense (20 k€/an) au titre de sa participation en tant que membre fondateur de l'association Valeurs Agri Métha.

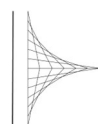
Toutefois, à ce stade, l'absence de justification détaillée sur les actions concrètes financées par cette contribution ne permet pas de distinguer clairement ce qui relève d'un soutien technique à l'injection de biométhane de ce qui pourrait s'apparenter à des actions de promotion du gaz ou de soutien à la production, considérés comme hors périmètre tarifaire.

En conséquence, **nous proposons d'exclure cette dépense du périmètre ATRD7 au stade post-contradictoire**. Ce point pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une instruction complémentaire par les services de la CRE si des éléments justifiant son intégration étaient ultérieurement transmis.

La proposition de l'opérateur **au stade post-contradictoire** est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	25,9 k€	26,4 k€	26,8 k€	27,3 k€	26,6 k€
Ajusté PIA-AEC	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en valeur)	-25,9 k€	-26,4 k€	-26,8 k€	-27,3 k€	-26,6 k€
Ecart (en %age du poste)	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%

Tableau 11 : Dépenses de communication demande et proposition
post-contradictoire



B.1.7. Aides commerciales

Le poste « aides commerciales » est un poste non incité et correspond aux contributions de Sorégies à des opérations commerciales destinées à encourager les raccordements au réseau de gaz. Cela peut inclure des aides au financement des travaux, des remises ou offres ponctuelles accordées aux clients lors de campagnes locales

Ce poste représente 1,6 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

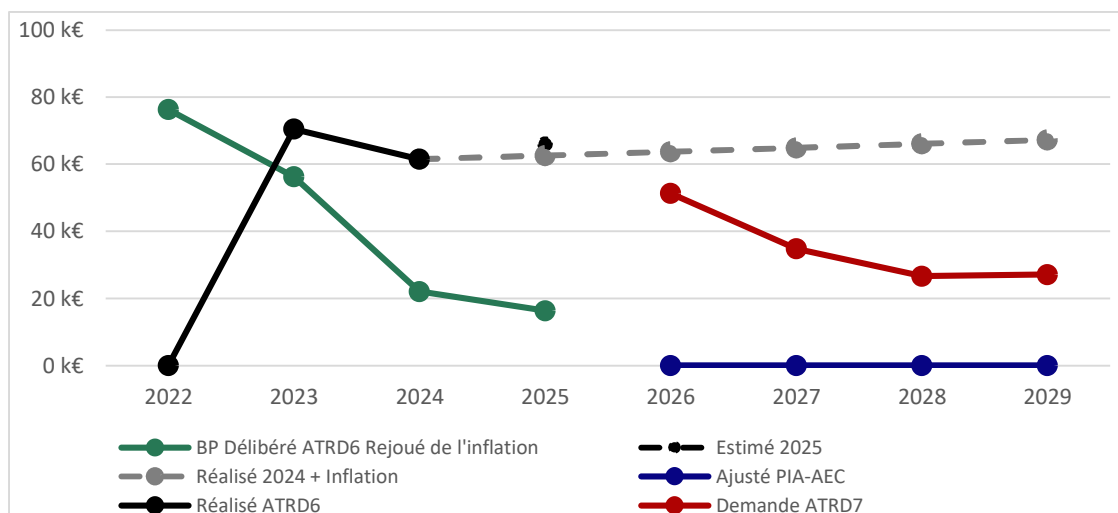
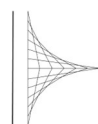


Figure 13 : Dépenses d'aides commerciales

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

À partir de 2023, Sorégies a mis en œuvre une politique commerciale offensive visant à densifier ses réseaux, en prenant en charge le coût de branchement pour les nouveaux clients raccordés au gaz, sous réserve d'une consommation effective dans l'année suivant les travaux. Cette incitation, évaluée à environ 1 500 € par branchement, a généré une hausse marquée des dépenses en 2023 et 2024, expliquant une sur-réalisation par rapport à la trajectoire initialement prévue à l'ATRD6.

Pour la période 2026–2029, Sorégies anticipe un recul modéré de ces dépenses, en cohérence avec l'estimation d'un potentiel de 700 ménages encore chauffés au fioul, dont 200 pourraient effectivement se convertir au gaz. En appliquant ce scénario, l'opérateur retient une trajectoire annuelle comprise entre 27 k€ et 51 k€.



2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

Conformément aux orientations retenues par la CRE pour le tarif ATRD7 de GRDF, aucune aide commerciale ne sera acceptée dans les budgets ATRD pour la prochaine période.

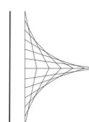
La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	51,3 k€	34,8 k€	26,6 k€	27,1 k€	34,9 k€
Ajusté PIA-AEC	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en valeur)	-51,3 k€	-34,8 k€	-26,6 k€	-27,1 k€	-34,9 k€
Ecart (en %age du poste)	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%

Tableau 12 : Dépenses d'aides commerciales demande et proposition

3) Commentaire de l'opérateur :

Sorégies indique prendre acte de la décision de la CRE sur ce sujet. L'opérateur précise néanmoins que les aides commerciales mises en place visaient principalement à encourager le basculement de clients encore alimentés en fioul ou en propane vers une énergie décarbonée, en l'occurrence le biométhane distribué sur ses réseaux.



B.1.8. Impayés

Le poste « impayés » retrace les pertes sur créances irrécouvrables constatées sur les segments de clientèle régulée, plus précisément les clients du périmètre historique de fourniture. Il s'agit d'un poste non incité, intégré dans le calcul du CRCP.

Ce poste représente 0,5% des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

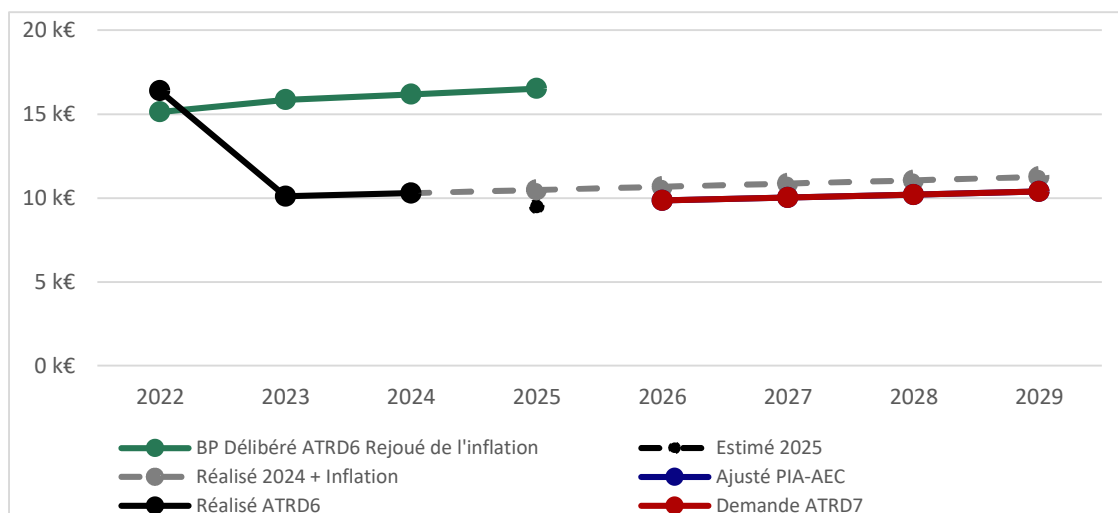


Figure 14 : Impayés

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période ATRD6 (2022–2024), le réalisé reste à un niveau très proche des montants prévus dans le cadre des délibérations (retraitées), avec une légère sur-réalisation en 2022 (16 k€ vs 15 k€ délibéré), suivie d'une sous-réalisation de 5-6 k€/an à partir de 2023.

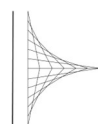
En projection pour l'ATRD7, Sorégies demande un niveau moyen de charge autour de 10 k€/an, avec une légère progression indexée sur l'inflation. Ce niveau est légèrement inférieur à la projection du dernier réalisé 2024 inflaté (environ 12 k€/an) et repose sur une méthode inchangée : le montant est calculé sur la base de 30 % du total des impayés constatés sur la fourniture, cette clé reflétant la part distribution dans l'activité du fournisseur historique. Sorégies précise que, jusqu'en 2024, ses outils ne permettaient pas de ventiler précisément les impayés par nature ; cette méthode forfaitaire a donc été reconduite, avec une ventilation annuelle fondée sur les historiques consolidés.

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La trajectoire proposée pour l'ATRD7 apparaît prudente, stable et cohérente avec les données historiques. Contrairement à d'autres postes soumis à des dynamiques d'augmentation (réglementation, investissements, biométhane), le poste des impayés ne présente aucune tendance inflationniste structurelle.

Le léger écart à la baisse dans la demande ATRD7 (environ –2 k€/an par rapport à la projection du dernier réalisé 2024 inflaté) est justifié par plusieurs facteurs :

- la généralisation du chèque énergie, qui a renforcé la solvabilité des ménages précaires ;



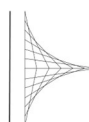
- l'absence d'augmentation du périmètre de clients régulés sur la période ;
- une gestion plus efficace du recouvrement, facilitée par l'évolution des outils de facturation du groupe Sorégies.

La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	9,8 k€	10,0 k€	10,2 k€	10,4 k€	10,1 k€
Ajusté PIA-AEC	9,8 k€	10,0 k€	10,2 k€	10,4 k€	10,1 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 13 : Impayés demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.



B.1.9. Loyers, crédit bail et charges locatives et autres charges

Le poste « loyers, crédit bail et charges locatives et autres charges » intègre les charges liées au fonctionnement courant, comme le loyer, les frais de cotisation à des associations professionnelles, frais d'affranchissement, téléphonie, déplacements, etc.

Ce poste représente 0,9% des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

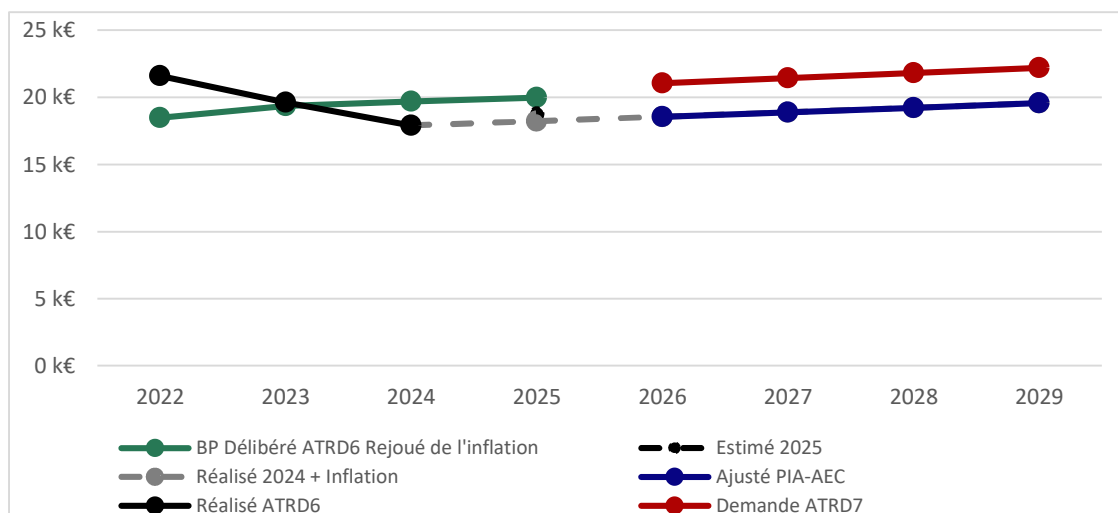


Figure 15 : Loyers, crédit bail et charges locatives et autres charges

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2024, les charges constatées sur ce poste élargi oscillent entre 18 et 22 k€, avec une baisse progressive observée depuis le pic de 2022. Ces montants sont dans l'ensemble inférieurs ou proches des niveaux prévus dans les BP rejoués de l'ATRD6, avec des écarts de -1 à -2 k€/an.

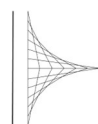
Dans sa demande ATRD7, Sorégies projette une trajectoire croissante : 21 k€ en 2026, puis une hausse continue jusqu'à 22 k€ en 2029. Cette trajectoire excède de manière constante les niveaux réalisés récents, avec un écart de +2 à +3 k€/an par rapport au niveau 2025 (19 k€). Aucune évolution structurelle du périmètre (nouveaux contrats de location, déménagements, nouveaux abonnements, etc.) n'est signalée par Sorégies lors de cet audit.

Lors de nos échanges, Sorégies a par ailleurs reconnu avoir appliqué deux fois l'effet d'inflation dans la construction de la trajectoire tarifaire de ce poste, ce qui a mécaniquement gonflé les montants demandés pour 2026 à 2029.

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

Il est donc recommandé de corriger la trajectoire en partant du niveau 2024 (17,9 k€) et en appliquant strictement l'inflation de référence retenue pour l'ATRD7, soit 1,8 % par an. Cela conduit à une trajectoire ajustée de 18,6 k€ en 2026 pour atteindre 19,6 k€ en 2029.

Cette proposition permet de réaligner la trajectoire avec les fondamentaux économiques observés sur la période récente, tout en intégrant une revalorisation raisonnable liée à l'évolution des prix.



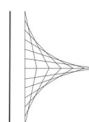
La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	21,1 k€	21,4 k€	21,8 k€	22,2 k€	21,6 k€
Ajusté PIA-AEC	18,6 k€	18,9 k€	19,2 k€	19,6 k€	19,1 k€
Ecart (en valeur)	-2,5 k€	-2,5 k€	-2,6 k€	-2,6 k€	-2,6 k€
Ecart (en %age du poste)	-11,9%	-11,9%	-11,9%	-11,9%	-11,9%

Tableau 14 : Loyers, crédit bail et charges locatives et autres charges demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.

En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau *supra*) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.



B.2. Evolution poste par poste de la rubrique des charges de personnel

La rubrique « charges de personnel » regroupe l'ensemble des charges directement liées à l'emploi de salariés affectés à l'activité gaz péréqué. Elle comprend trois sous-postes principaux : les rémunérations (salaires bruts versés), les charges sociales (cotisations patronales associées), et les autres charges de personnel, incluant notamment la participation, la contribution au CCAS, les dépenses de formation, ainsi que les avantages en nature tels que l'avantage énergie.

B.2.1. Rémunérations

Le poste « rémunérations » correspond aux salaires bruts versés aux salariés, avant déduction des cotisations sociales pour la part salariale. Il reflète la part de la masse salariale imputable à l'activité de gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel sur le périmètre péréqué, c'est-à-dire la quote-part des rémunérations des agents mutualisés affectée à cette activité selon des clés internes de ventilation.

Ce poste représente 14,0 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

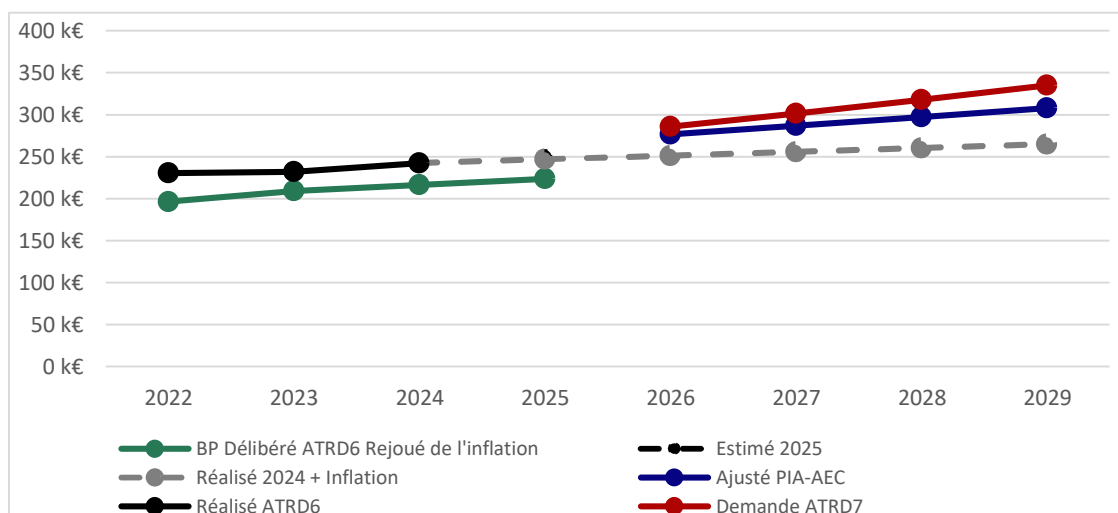
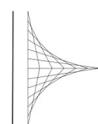


Figure 16 : Rémunérations

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période 2022–2025, la trajectoire des rémunérations s'est avérée supérieure aux prévisions ATRD6 rejouées de l'inflation, avec un écart cumulé de +12 % en cumulé 2022-2024 (en moyenne 28 k€ de sur-réalisation chaque en moyenne). Cette dérive s'explique notamment par deux facteurs principaux : d'une part, Sorégies a eu recours à [Confidentiel] supplémentaires sur la période, pour accompagner l'émergence de projets biométhane. D'autre part, l'augmentation annuelle du salaire de base (SNB) combinée au glissement vieillesse technicité (GVT) a été bien plus élevée que prévue, atteignant notamment [Confidentiel] en 2023 au lieu des [Confidentiel] initialement anticipés notamment en raison de la forte inflation qu'a connu la France en particulier en 2023.



La trajectoire ATRD7 fait apparaître une nouvelle hausse significative, avec un passage de 243 k€ en 2024 à 286 k€ en 2026 puis 335 k€ en 2029, soit une augmentation globale de +34 % sur la période. Cette hausse repose sur la combinaison de deux facteurs : l'intégration de [Confidentiel] ETP supplémentaires dédiés au biométhane sur le territoire vendéen (gestion de l'amont des projets) d'une part et d'autre part la poursuite d'une progression des salaires à un rythme de [Confidentiel].

2) **Appréciation du niveau de la trajectoire :**

La trajectoire des rémunérations demandée par Sorégies pour la période ATRD7 repose sur une hypothèse d'augmentation annuelle de [Confidentiel] de GVT+, combinée à une progression du SNB de [Confidentiel] :an ([Confidentiel] de l'hypothèse d'inflation de [Confidentiel] retenue par la CRE), soit une hausse totale combinée de [Confidentiel] par an. Elle intègre par ailleurs un renfort d'effectif de [Confidentiel], portant le total à [Confidentiel] à partir de 2026 sur l'ensemble de la période ATRD7.

Cette combinaison conduirait à un poste de « rémunérations » passant de 250 k€ en 2025 à plus de 335 k€ en 2029, soit une croissance de +34% sur la période ATRD7.

Cependant, il apparaît que Sorégies applique en réalité une seconde fois l'inflation à sa trajectoire de rémunérations, en inflatant chaque année les montants projetés de +1,8 %. Cette majoration vient s'ajouter à l'évolution déjà intégrée via le GVT+ [Confidentiel] et la revalorisation du SNB [Confidentiel], conduisant in fine à une trajectoire de [Confidentiel], au lieu des [Confidentiel] annoncés.

Ce niveau d'évolution apparaît élevé d'une part au regard de la dynamique observée sur les années récentes et du contexte macroéconomique actuel. D'autre part, l'évolution des effectifs reste limitée à [Confidentiel] ETP sur l'ensemble de la période, ce qui ne justifie pas à lui seul une trajectoire aussi dynamique.

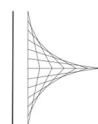
Enfin, dans un contexte de baisse d'activité prévue sur la période ATRD7 (réduction du nombre de clients et des volumes acheminés), il convient de noter que les ETP affectés au périmètre gaz péréqué relèvent essentiellement de fonctions support ou de direction, et non d'activités directement corrélées à l'activité (volume de gaz acheminé). Il n'existe donc pas de lien mécanique entre la trajectoire des effectifs et l'évolution de l'activité gaz.

Ainsi, afin de corriger la double prise en compte de l'inflation, un ajustement est proposé sur la base d'une trajectoire construite à [Confidentiel], correspondant à l'application des hypothèses de GVT+ et de SNB seules, sans surcote inflationniste.

L'auditeur propose une trajectoire ajustée pouvant être définie sur la base des éléments suivants :

- maintien du point de départ 2025 à [Confidentiel] pour [Confidentiel] ETP (2024 inflaté) ;
- intégration de [Confidentiel] ETP à partir de 2026, soit [Confidentiel] ETP jusqu'en 2029 ;
- hypothèse de progression annuelle des rémunérations ramenée à [Confidentiel] ([Confidentiel] de SNB [Confidentiel] de GVT+).

Cette trajectoire aboutit à une rémunération ajustée de 277 k€ en 2026 et 308 k€ en 2029, soit une réduction d'environ -18 k€/an en moyenne ATRD7 par rapport à la demande de Sorégies (-6%). Elle permettrait de tenir compte de l'évolution réelle des effectifs tout en intégrant une hypothèse d'évolution salariale plus prudente.



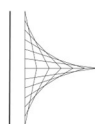
La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	285,8 k€	301,4 k€	317,9 k€	335,3 k€	310,1 k€
Ajusté PIA-AEC	276,9 k€	286,9 k€	297,2 k€	307,9 k€	292,2 k€
Ecart (en valeur)	-8,9 k€	-14,6 k€	-20,7 k€	-27,4 k€	-17,9 k€
Ecart (en %age du poste)	-3,1%	-4,8%	-6,5%	-8,2%	-5,8%

Tableau 15 : Rémunérations demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.

En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau *supra*) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.



B.2.2. Charges sociales

Les « charges sociales » sont les cotisations versées par Sorégies aux organismes de protection sociale pour financer la sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage, la mutuelle, etc.

Ce poste représente 5,1 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

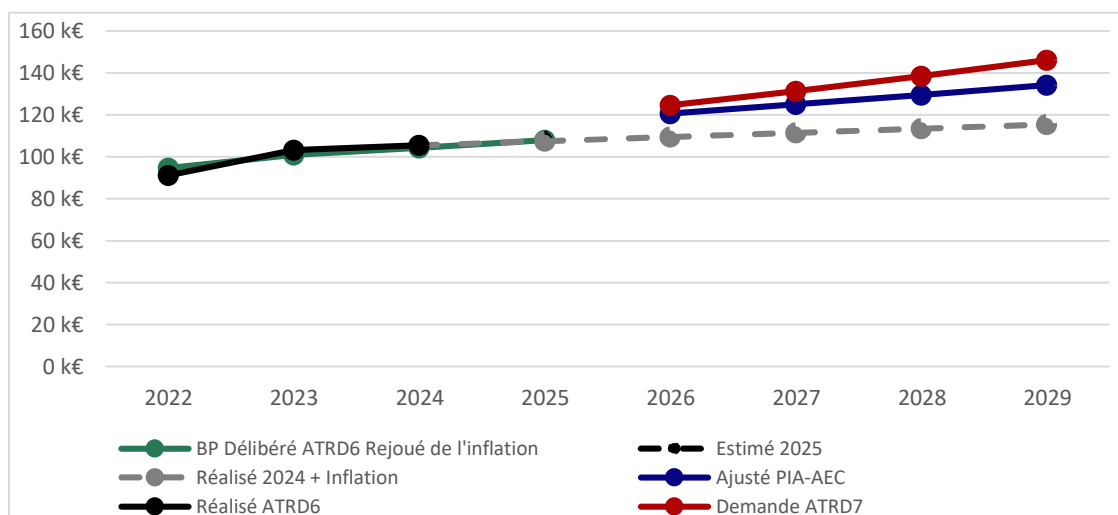


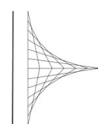
Figure 17 : Charges sociales

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Les charges sociales sont directement liées à la masse salariale (poste « rémunérations » analysé supra), selon un taux moyen appliqué par Sorégies de 43,55%. Ce taux, stable dans le temps, correspond au taux réellement constaté sur les dernières années. Sur la période ATRD6, les charges sociales ont suivi l'évolution des rémunérations, avec une progression régulière de 91 k€ en 2022 à 109 k€ en 2025. La demande ATRD7 prévoit une hausse continue jusqu'à 146 k€ en 2029, en ligne avec la dynamique des salaires projetée.

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La méthode de calcul retenue par Sorégies qui consiste en l'application d'un taux fixe de 43,55 % à la masse salariale est cohérente. Toutefois, le niveau de charges sociales demandé repose directement sur une trajectoire de rémunérations surestimée, comme démontré dans le paragraphe d'analyse du poste « rémunérations » supra. Dans ce contexte, il convient d'ajuster les charges sociales en cohérence avec la trajectoire de rémunérations révisée.



La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	124,5 k€	131,3 k€	138,5 k€	146,0 k€	135,1 k€
Ajusté PIA-AEC	120,6 k€	124,9 k€	129,4 k€	134,1 k€	127,3 k€
Ecart (en valeur)	-3,9 k€	-6,3 k€	-9,0 k€	-11,9 k€	-7,8 k€
Ecart (en %age du poste)	-3,1%	-4,8%	-6,5%	-8,2%	-5,8%

Tableau 16 : Charges sociales demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.

En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau *supra*) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.

B.2.3. Autres charges de personnel (participation, CCAS et autres CS)

Le poste des « autres charges de personnel (participation, CCAS et autres CS) » regroupe des éléments divers tels que la participation légale, la contribution CCAS, ainsi que des charges annexes comme les avantages en nature (avantage énergie)

Ce poste représente 1,9 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

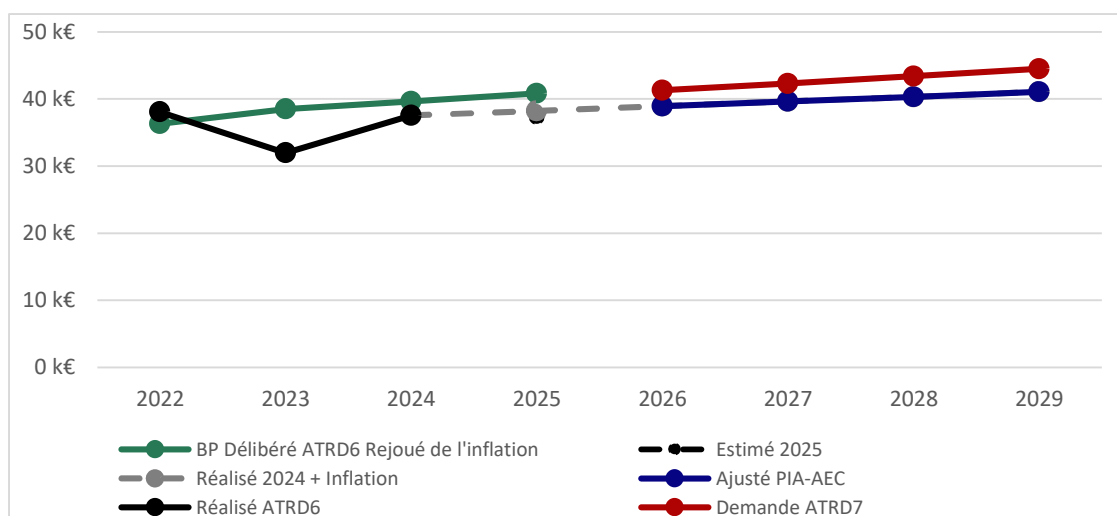
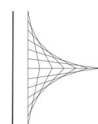


Figure 18 : Autres charges de personnel

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Le poste regroupe des éléments divers tels que la participation légale ([Confidentiel]), la contribution CCAS ([Confidentiel]), ainsi que des charges annexes comme les avantages en nature comme l'avantage énergie ([Confidentiel]). Ce dernier élément était auparavant intégré dans les rémunérations et fait l'objet d'un suivi séparé à partir de l'ATRD7. Il représente une charge liée à la fourniture d'énergie à prix réduit pour les salariés et retraités.

Sur la période 2022–2025, les charges réelles ont été stables, autour de 32 à 38 k€. La demande ATRD7 progresse à un rythme modéré pour atteindre 45 k€ en 2029.



2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La réintégration explicite de certains éléments (comme les avantages en nature) améliore la transparence du poste et est à saluer. Le niveau demandé reste raisonnable, et suit la dynamique générale des effectifs et rémunérations. Cependant, l'estimation des avantages en nature repose sur une base de consommation 2024 non retraitée du climat et sans ajustement prospectif, alors que la baisse tendancielle des consommations pourrait affecter ce coût.

Un ajustement prudent pourrait consister à retenir une trajectoire se basant sur le réalisé 2024 inflaté, ce qui aboutirait à une trajectoire plafonnée à 41 k€ en 2029. Ce niveau reste cohérent avec le passé tout en intégrant une revalorisation modérée.

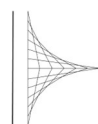
La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	41,3 k€	42,3 k€	43,4 k€	44,5 k€	42,9 k€
Ajusté PIA-AEC	38,9 k€	39,6 k€	40,3 k€	41,1 k€	40,0 k€
Ecart (en valeur)	-2,4 k€	-2,7 k€	-3,1 k€	-3,5 k€	-2,9 k€
Ecart (en %age du poste)	-5,8%	-6,4%	-7,1%	-7,8%	-6,8%

Tableau 17 : Autres charges de personnel demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.

En l'absence d'élément complémentaire de la part de l'opérateur, la proposition d'ajustement présentée au stade pré-contradictoire (cf. tableau *supra*) est donc maintenue en l'état dans la trajectoire post-contradictoire.



B.3. Evolution de la rubrique des impôts et taxes

La rubrique « Impôts et taxes » regroupe l'ensemble des prélèvements fiscaux supportés directement par Sorégies sur le périmètre gaz péréqué. Elle comprend principalement la Contribution Économique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA), les taxes assises sur les rémunérations (taxe sur les salaires, formation professionnelle, apprentissage), la taxe foncière, ainsi que divers impôts et contributions locales.

Ce poste représente 1,4 % des charges d'exploitation (d'après la demande ATRD7 hors recettes extra-tarifaires et hors PSI).

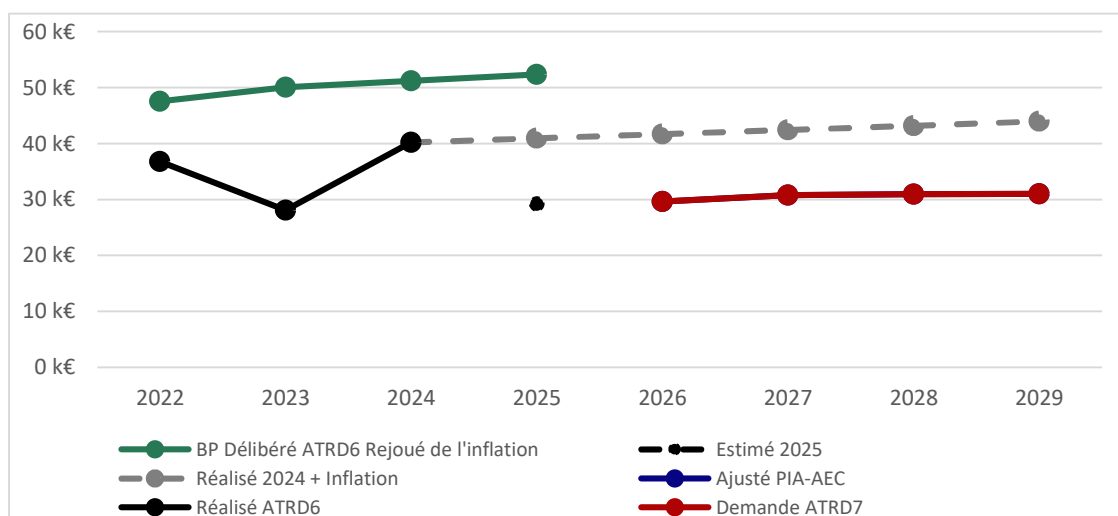


Figure 19 : Impôts et taxes

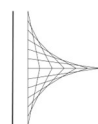
Ces postes présentent des bases d'imposition étroites et fortement corrélées à la masse salariale, au patrimoine ou à des règles fiscales locales, avec une faible marge de manœuvre pour l'opérateur. Par ailleurs, les montants restent modestes dans l'ensemble des charges d'exploitation, ce qui justifie de ne pas mener une analyse poste par poste, contrairement à d'autres rubriques plus structurantes comme vu *supra*.

L'analyse est donc menée ici de manière consolidée à l'échelle de la rubrique, en appréciant la trajectoire globale et sa cohérence avec les bases taxables et les dynamiques passées.

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période ATRD6, les montants réalisés ont fortement varié, avec un creux marqué en 2023 (28 k€), suivi d'un retour à un niveau plus proche des prévisions en 2024 (40 k€). L'estimé 2025 (29 k€) reste cependant très en retrait par rapport au budget prévisionnel rejoué de l'ATRD6, qui tablait sur 52 k€ cette même année.

La trajectoire demandée pour l'ATRD7 est calée sur cette base 2024 inflatée, avec 30 k€ en 2026 puis une progression légère jusqu'à 31 k€ en 2029. Sorégies justifie cette évolution principalement par la baisse du montant de la CVAE, qui représente la composante principale du poste. En effet, la CVAE est calculée non pas à partir de la valeur ajoutée spécifique à l'activité GRD gaz péréqué, mais sur la base de la valeur ajoutée consolidée du Groupe Sorégies. Or, cette dernière est projetée en baisse sur la période 2026–2029, notamment en lien avec le recul des volumes



d'énergie commercialisés, ce qui entraîne une diminution mécanique de la charge CVAE affectée à l'activité gaz péréqué et donc une trajectoire relativement basse pour cette rubrique.

2) **Appréciation du niveau de la trajectoire :**

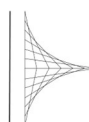
La trajectoire demandée par Sorégies pour la rubrique des « impôts et taxes » reflète un recalibrage cohérent fondé sur une meilleure affectation analytique des charges et une actualisation réaliste de la base imposable. L'opérateur indique qu'un recalcul analytique de la CVAE propre à l'activité GRD gaz naturel serait particulièrement complexe et « couteux », au regard du poids limité de cette activité dans l'ensemble du groupe et de l'intérêt marginal d'un tel exercice au vu des montants en jeu : il privilégie à ce titre une clé de répartition au chiffre d'affaires. La stabilité des autres postes (CFE, taxe sur les rémunérations, taxe foncière) et l'absence d'évolution réglementaire connue à ce jour confortent le caractère prudent de la trajectoire autour de 30 k€/an.

La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	29,6 k€	30,7 k€	30,9 k€	30,9 k€	30,6 k€
Ajusté PIA-AEC	29,6 k€	30,7 k€	30,9 k€	30,9 k€	30,6 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 18 : Impôts et taxes demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.



B.4. Evolution poste par poste de la rubrique des recettes extra-tarifaires

La rubrique « recettes extratarifaires » regroupe l'ensemble des produits perçus par Sorégies en dehors du tarif d'utilisation des réseaux (ATRD), et qui viennent en déduction des charges nettes d'exploitation (CNE). Elle comprend deux grandes catégories : les recettes incitées, principalement issues du catalogue de prestations (mises en service, relevés spéciaux, etc.), et les recettes non incitées, comprenant notamment la location de compteurs et postes (assortie des prestations associées), les participations financières aux travaux de raccordement (notamment pour les unités de biométhane).

B.4.1. Travaux pour tiers

Le poste « travaux pour tiers » est un poste non incité qui correspond aux participations financières versées par des tiers (uniquement producteurs biométhane s'agissant de la trajectoire ATRD 7) pour la réalisation de travaux de raccordement ou d'extension de réseau sur le périmètre gaz péréqué. Il s'agit ici de recettes extratarifaires non incitées, qui viennent en déduction des charges nettes d'exploitation (CNE).

Contrairement aux subventions qui viennent en déduction des CAPEX, ces participations sont comptabilisées en OPEX. Leur montant est directement corrélé au volume d'investissements réalisés pour raccorder de nouveaux clients, en particulier les producteurs de biométhane, qui constituent désormais la majorité de ces opérations comme vu *supra*. Ces recettes sont projetées à hauteur des contributions aux coûts d'investissement supportés par Sorégies pour l'extension de son réseau gaz.

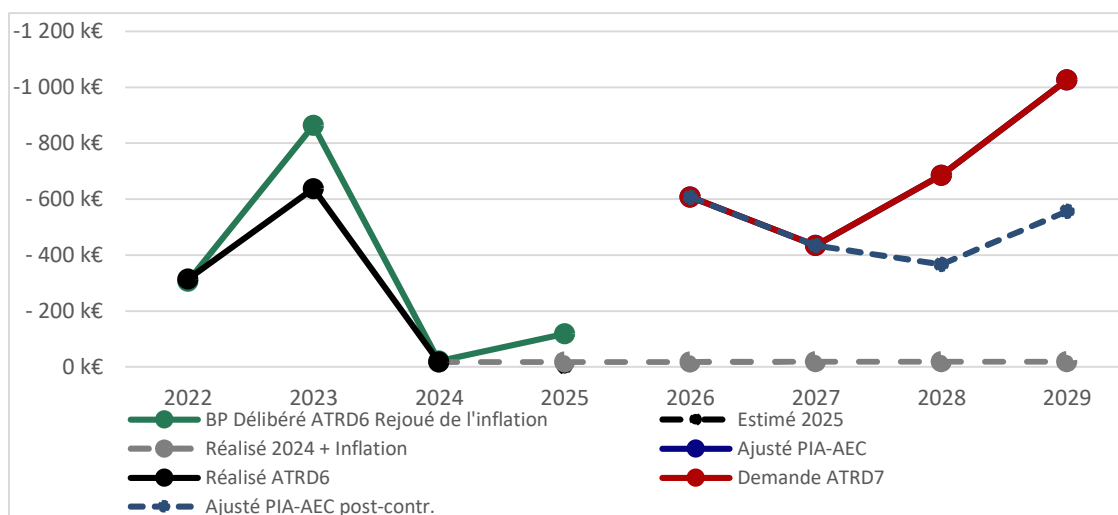
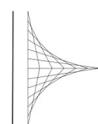


Figure 20 : Travaux pour tiers

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Durant la période ATRD6, les recettes issues des travaux pour tiers ont été très variables : -314 k€ en 2022, puis un pic de -638 k€ en 2023, suivi de niveaux proches de 0 en 2024 et en estimé 2025. Ces fluctuations reflètent directement les aléas des projets de raccordement. Sorégies a par exemple indiqué lors de l'audit que des projets significatifs (et notamment un raccordement



industriel en 2023) ont été annulés, ce qui explique une partie importante du différentiel entre les prévisions et les réalisations.

Pour la période ATRD7, la trajectoire est fortement haussière, avec un total de plus de 2,6 M€ en montant cumulé sur 2026–2029, soit environ 640 k€/an. Cette projection repose sur le programme de développement du gaz renouvelable de Sorégies, qui prévoit le raccordement de 7 unités de production de biométhane sur la période ATRD7 (1 en 2026, 3 en 2027, 1 en 2028, 2 en 2029), nécessitant également plusieurs dizaines de kilomètres d'extension de réseau.

2) **Appréciation du niveau de la trajectoire :**

La trajectoire proposée par l'opérateur pour l'ATRD7 traduit une accélération des projets de raccordement au biométhane, et s'appuie sur des éléments concrets : prévisions d'investissements, nombre de projets identifiés, distances de réseau à construire, et niveaux de participation conformes à la pratique.

En effet, sur la période 2026–2029, Sorégies prévoit la mise en service de sept nouvelles unités de production de biométhane, en complément d'un premier site déjà opérationnel depuis 2023. Chaque nouvelle unité engendre des charges d'exploitation spécifiques comptabilisée dans le poste des « services extérieurs entretien et maintenance » analysé *supra*, à hauteur de 36 k€/an et par poste (21 k€/an pour la maintenance et 15 k€/an pour la supervision), auxquelles s'ajoutent 6 k€/an pour les vérifications réglementaires de la qualité du gaz injecté.

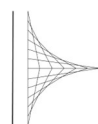
En contrepartie, une recette extratarifaire de -55 k€/an et par unité est comptabilisée au titre de la location du poste d'injection au producteur. Cette recette est censée couvrir l'ensemble des charges d'exploitation mentionnées ainsi qu'une quote-part de l'investissement initial (environ - 250 k€ par poste).

Par ailleurs, chaque raccordement de producteur génère généralement une recette extratarifaire ponctuelle significative au titre de la participation aux travaux de raccordement, enregistrée dans le poste des « travaux pour tiers » dont le détail précis par poste prévu n'a pas été transmis à ce stade par Sorégies. Ainsi, un éventuel décalage ou abandon de projet impacte également à la baisse les recettes de raccordement correspondantes, ce qui peut conduire à une sous-réalisation tarifaire nette si les charges sont maintenues (incitées) sans que les recettes se concrétisent (non incitées).

Cependant, l'analyse du registre biométhane fait apparaître seulement six projets enregistrés à ce jour :

- 3 projets au jalon D6, dont la mise en service d'ici 2029 est probable,
- 3 projets aux jalons D1 ou D2, pour lesquels le délai moyen observé entre ces jalons initiaux et la mise en service est de 3 à 4 ans. Leur réalisation d'ici 2029 est donc incertaine.

En l'absence d'un calendrier précis de mise en service transmis par l'opérateur, il n'est pas possible de reconstituer de manière autonome une trajectoire annuelle fiable des postes concernés et des charges/produits associés. Dès lors, et dans un objectif de prudence, il apparaît pertinent d'inviter Sorégies à intégrer dans sa trajectoire une notion de probabilité de réalisation des projets, par exemple en appliquant un taux de prudence de 50 % aux unités non encore arrivées au jalon D6.



Il est donc demandé à Sorégies de revoir sa trajectoire globale (charges et produits) à la lumière de ces incertitudes, en précisant pour chaque projet de production les hypothèses retenues en matière de calendrier, de quote-part de financement, et d'impact en recettes extratarifaires.

Il est ainsi demandé à l'opérateur :

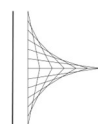
- de clarifier l'hypothèse de sept unités (contre six identifiées à date),
- et de proposer un scénario ajusté sur la période 2026–2029 intégrant cette incertitude, en ajustant en conséquence les charges précitées ainsi que les recettes extratarifaires associées.

À défaut de transmission d'une trajectoire ajustée précise et documentée, l'auditeur se réserve la possibilité de proposer une révision des différentes postes impactés dans la trajectoire prévisionnelle ATRD7.

La proposition de l'opérateur est donc retenue **au stade pré-contradictoire** sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	-607,6 k€	-434,0 k€	-685,5 k€	-1 025,8 k€	-688,2 k€
Ajusté PIA-AEC	-607,6 k€	-434,0 k€	-685,5 k€	-1 025,8 k€	-688,2 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 19 : Travaux pour tiers demande et proposition pré-contradictoire



3) Commentaire de l'opérateur :

Sorégies maintient la prise en compte intégrale des charges liées à la supervision, maintenance et contrôle de la qualité du gaz injecté pour 7 projets biométhane sur la période 2026–2029, malgré les incertitudes évoquées dans l'audit arguant notamment que :

- 1 projet est certain sur 2026
- 3 projets sont jugés quasi certains en 2027 (100 %),
- 1 projet sur 2 réalisable en 2028,
- 2 projets sur 4 probables en 2029.

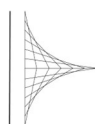
		Projet 1	Projet 2	Projet 3	Projet 4	Projet 5	Projet 6	Projet 7	Projet 8	Projet 9
	pourcentage de prise en compte ATRD 7	100%	100%	100%	0%	100%	100%	100%	0%	0%
Participation Producteur au raccordement	2026									
	2027	237 162,00 €	174 238,00 €	586 300,00 €						
	2028				730 000,00 €	638 300,00 €				
	2029						458 300,00 €	480 000,00 €	689 000,00 €	730 000,00 €

Ces 7 projets très probables sont à différents stades d'avancement (sans préciser exactement lesquels) :

- En plus du projet certain de 2026, un projet a reçu un contrat de raccordement,
- Un autre est en étude détaillée,
- Les autres sont en phase d'étude de faisabilité, avec retours transmis aux porteurs.

Sorégies insiste sur un potentiel d'émergence de nouveaux projets non encore intégrés, qui pourrait renforcer à la hausse son calendrier. En outre, Sorégies met en avant une cohérence économique globale :

- Les recettes extratarifaires attendues des producteurs (participations aux raccordements) s'élèvent à 2,6 M€ constants sur la période ATRD7 (non incité). En comparaison, les charges liées à la maintenance, supervision et contrôles ne s'élèvent qu'à 0,6 M€ en cumulé 2026-2029 (incitées) constant et sont in fine couvertes par les recettes non incitées de locations de compteurs et postes biométhane.
- Dès lors, réduire le nombre de raccordements entraînerait une baisse plus importante des recettes que des charges, aggravant les CNE (Charges Nettes d'Exploitation) et donc le besoin de revenu tarifaire.



4) **Commentaire de l'auditeur :**

La position de Sorégies repose sur une vision volontariste du développement de la filière biométhane sur son périmètre, avec l'intégration selon leur calendrier prévisionnel des charges associées à 7 projets de raccordement sur ATRD7. Si l'opérateur justifie cette trajectoire par des éléments de faisabilité et une estimation probabiliste (avec des projets avancés, en étude ou en émergence), une vigilance particulière reste néanmoins nécessaire selon nous :

- D'une part, le calendrier prévisionnel reste incertain pour plusieurs projets, dont les dates de mise en service ne sont pas sécurisées contractuellement selon Sorégies. Or, les charges associées à la supervision et à la maintenance sont appliquées (pour moitié) dès l'année prévue de mise en service, sans différenciation selon le degré d'avancement du projet
- D'autre part, si l'argument économique avancé par Sorégies (recettes extratarifaires supérieures aux charges correspondantes) est recevable à l'échelle agrégée des CNE, il ne peut à lui seul justifier l'intégration systématique de l'ensemble des projets, surtout lorsque l'incertitude technique et réglementaire demeure élevée. En effet, les recettes liées aux raccordements sont non incitées, alors que les charges de maintenance sont intégralement incitées dans le périmètre ATRD7, introduisant ainsi un risque d'asymétrie de traitement en cas de non-réalisation effective des projets.

Une solution intermédiaire pourrait consister à, appliquer un taux de réalisation partiel (50 %) aux 3 projets en 2028–2029 pour refléter le caractère plus incertain des raccordements en fin de période tarifaire.

Cela augmentera mécaniquement les CNE du fait des moindres recettes extra-tarifaires (mais des CCN aussi de facto...) et donc le tarif, mais qui de toutes façons seront régularisées via le CRCP.

Ainsi, pour les 3 projets en 2028–2029 présentant une incertitude plus marquée quant à leur mise en service effective sur la période ATRD7, il est donc proposé de réduire leur prise en compte à hauteur de 50 %, soit :

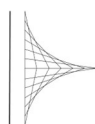
- 0,5 poste raccordé en 2028 (1 projet à 50%) ;
- 1,0 poste raccordé en 2029 (2 projets 50% chacun).

Compte tenu du caractère incertain de ces raccordements, chaque projet a été ajusté à hauteur de 50 %. Cela correspond à :

- $50 \% \times 638,3 \text{ k€} = 319,2 \text{ k€}$ retenus en 2028 → ajustement de +319,2 k€ du poste travaux pour tiers en 2028 ;
- $50 \% \times 938,3 \text{ k€} = 469,2 \text{ k€}$ retenus en 2029 → ajustement de +469,2 k€ du poste travaux pour tiers en 2029.

À noter que les impacts de ces ajustements sur les recettes de travaux de raccordement enregistrées en PSI d'une part, et sur les charges de raccordement neutralisées d'autre part, n'ont pas fait l'objet d'une estimation spécifique par l'auditeur.

En tant qu'auditeur externe, nous ne disposons pas des éléments opérationnels détaillés permettant d'apprécier précisément les effets de ces ajustements sur la PSI ou sur les charges neutralisées.



En tout état de cause, ces mouvements sont par nature exclus du périmètre des CNE et n'ont donc pas d'impact net sur le revenu autorisé (cf. paragraphe d'analyse de la PSI *infra*).

En outre, pour chaque poste biométhane raccordé, deux flux financiers récurrents sont pris en compte :

- Une recette de location de poste, estimée à 55 k€/an par poste, perçue tant que le poste est en exploitation ;
- Une charge annuelle de supervision, maintenance et contrôle du PCS, estimée à 41 k€/an par poste.

Les CNE retraitées ici sont uniquement celles identifiées par Sorégies, toutefois une vérification par la CRE sera nécessaire dans la trajectoire liée au biométhane (investissements, PSI, achats stockés, et autres postes qui n'auraient pas été identifiés à ce stade).

Ainsi, conformément à la méthode utilisée par Sorégies dans son business plan pour d'autres postes tarifaires (les charges et recettes liées à un raccordement sont intégrées pour moitié l'année de mise en service, puis à plein les années suivantes), ce qui donne un effet cumulatif.

Ainsi, cela donne, sur les CNE 2028 et 2029 (hors « recettes de travaux » décrites *supra*) :

En 2028 : un poste raccordé en 2028 (ajusté à 50%, soit 0,5 poste)

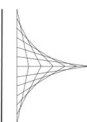
- Recette location brute :
 - $0,5 \text{ (ajustement)} \times 0,5 \text{ (mi-année de mise en service)} \times 55 \text{ k€} = 13,8 \text{ k€}$
- Charge d'entretien brute :
 - $0,5 \times 0,5 \times 41 \text{ k€} = 10,3 \text{ k€}$

Ainsi, ajustement par rapport à une prise en compte à 100% :

- Recette non retenue : $27,5 \text{ k€} - 13,8 \text{ k€} = -13,8 \text{ k€}$
- Charge évitée : $20,5 \text{ k€} - 10,3 \text{ k€} = +10,3 \text{ k€}$

En 2029 : 2 postes raccordés en 2029 (ajustés à 50%, soit 1 poste) et le poste 2028 ajusté mais « à plein » en 2029 :

- Recette location brute :
 - Pote 2028 : $0,5 \text{ (poste entier, année pleine)} \times 55 \text{ k€} = 27,5 \text{ k€}$
 - 2 postes 2029 : $1,0 \times 0,5 \text{ (année de mise en service)} \times 55 \text{ k€} = 27,5 \text{ k€}$
→ Total recettes = 55,0 k€
- Charge d'entretien brute :
 - Pote 2028 : $0,5 \times 41 \text{ k€} = 20,5 \text{ k€}$
 - 2 postes 2029 : $1,0 \times 0,5 \times 41 \text{ k€} = 20,5 \text{ k€}$
→ Total charges = 41,0 k€



Ainsi, ajustement par rapport à une prise en compte à 100% :

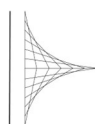
- Recette non retenue : 110 k€ - 55,0 k€ = -55,0 k€
- Charge évitée : 82,0 k€ - 41,0 k€ = +41,0 k€

Ces éléments sont reprisés dans les postes respectifs (recettes de « location de postes » et charges de « services extérieurs entretien et maintenance »).

Ainsi, la proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants au stade post-contradictoire :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	-607,6 k€	-434,0 k€	-685,5 k€	-1 025,8 k€	-688,2 k€
Ajusté PIA-AEC	-607,6 k€	-434,0 k€	-366,3 k€	-556,6 k€	-491,1 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	319,2 k€	469,2 k€	197,1 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	-46,6%	-45,7%	-28,6%

Tableau 20 : Travaux pour tiers demande et proposition
post contradictoire



B.4.1. Locations de compteurs et postes

Le poste « locations de compteurs et postes » regroupe l'ensemble des recettes extratarifaires non incitées perçues par Sorégies au titre de la mise à disposition d'équipements (compteurs et postes) auprès de tiers. Il couvre principalement deux grandes catégories : d'une part, la location des compteurs et postes de livraison classiques aux clients finaux, et d'autre part, à partir de ATRD7, en accord avec la délibération de la CRE concernant le tarif ATRD 7 de l'opérateur GRDF, sur la période 2026/2029, la location des postes d'injection de biométhane, assortie le cas échéant de prestations associées (maintenance, supervision, vérification de la qualité du gaz injecté).

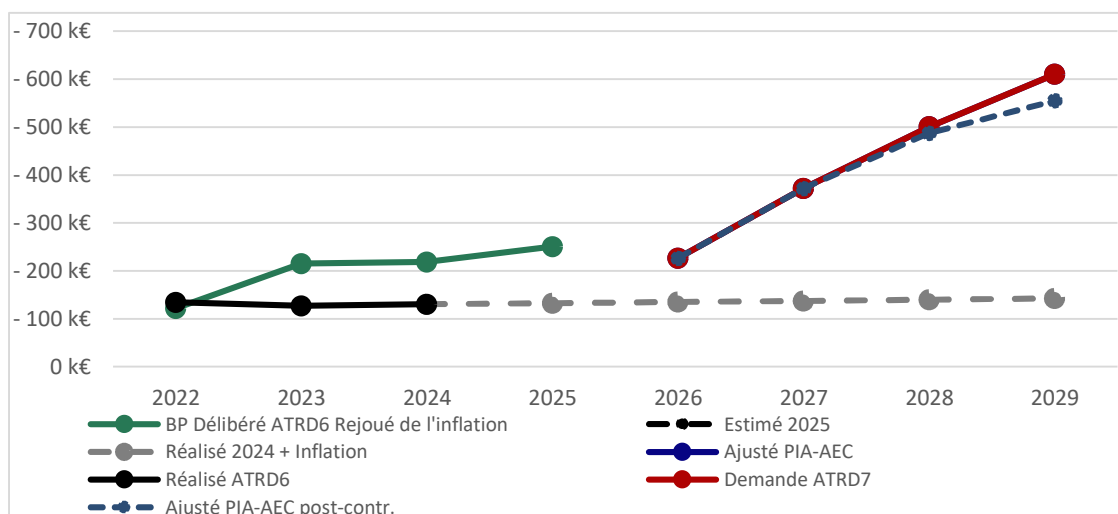


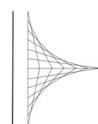
Figure 21 : Locations de compteurs et postes

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sur la période ATRD6 (2022–2025), les recettes issues de la rubrique « Locations de compteurs et postes » sont restées relativement stables, autour de -130 k€/an. Le réalisé 2024 s'élève à -130 k€, traduisant une stabilité des revenus issus de la location de matériels de comptage et des postes de livraison sur le périmètre gaz péréqué.

La trajectoire demandée pour l'ATRD7, en revanche, est marquée par une progression très importante, avec des recettes passant de -226 k€ en 2026 à -610 k€ en 2029. Cette hausse s'explique essentiellement par un reclassement comptable majeur, en application des orientations de la délibération CRE sur l'ATRD7 de GRDF, et confirmé par Sorégies dans ses réponses à l'audit. En effet, les recettes issues de la location de postes d'injection de biométhane, ainsi que celles provenant de la vérification de conformité du gaz renouvelable injecté dans le réseau, étaient jusqu'ici intégrées dans les recettes incitées du poste « Facturation prestations catalogue » en recettes incitées (cf. analyse de ce poste *infra*). Elles sont désormais intégrées dans ce poste de recettes non incitées et viennent s'ajouter au montant cumulé sur ATRD7 de 513 k€ pour la location et maintenance de postes de consommation classiques.

Cela impacte ce poste en cumulé sur ATRD 7 pour un montant total de 963 k€ pour les prestations liées aux postes d'injection (location et analyse). Ces montants croissent progressivement sur la période, en lien avec la montée en charge planifiée des raccordements d'unités de production de biométhane : 1 unité en 2026, 3 en 2027, 1 en 2028 et 2 en 2029. Une règle de prudence est par



ailleurs appliquée par Sorégies, avec une prise en compte partielle des recettes la première année (½ année).

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La forte augmentation du poste « locations de compteurs et postes » sur la période ATRD7 est principalement le reflet d'un changement de périmètre comptable, justifié à la fois par l'évolution réglementaire portée par la CRE et par une clarification de la nature des recettes associées au biométhane. Ce reclassement, qui extrait les prestations liées au gaz renouvelable du périmètre incité pour les intégrer dans les recettes non incitées, contribue mécaniquement à la hausse observée sur ce poste tout en réduisant d'autant le poste « prestations catalogue » (cf. analyse spécifique de ce poste *infra*).

Sorégies applique une logique prudente, en modélisant des recettes progressives alignées sur le calendrier de mise en service des unités d'injection, avec des hypothèses cohérentes sur les niveaux de recettes par site (environ 55 k€/an pour la location d'un poste). La trajectoire tient également compte de la baisse anticipée du nombre de PCE, qui affecte modérément les recettes liées aux postes de consommation traditionnels.

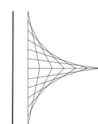
La proposition de l'opérateur est donc retenue **au stade pré-contradictoire** (en lien avec l'analyse effectuée *supra* dans l'analyse du poste « travaux pour tiers ») sans ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	-226,4 k€	-371,9 k€	-501,0 k€	-610,1 k€	-427,3 k€
Ajusté PIA-AEC	-226,4 k€	-371,9 k€	-501,0 k€	-610,1 k€	-427,3 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 21 : Locations de compteurs et postes demande et proposition pré-contradictoire

3) Commentaire de l'opérateur :

S'agissant de l'impact sur ce poste des raccordements prévus de producteurs biométhane, l'opérateur a émis des commentaires qui sont centralisés dans le paragraphe "Travaux pour tiers", en lien avec les autres postes concernés. Nous y renvoyons pour éviter toute redondance.



4) **Commentaire de l'auditeur**

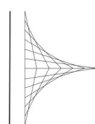
L'analyse complète de l'impact de ces raccordements biométhane sur les CNE (charges, recettes de raccordement et recettes de location) est centralisée dans le paragraphe "Travaux pour tiers", en lien avec les autres postes concernés. Nous y renvoyons pour éviter toute redondance.

S'agissant du présent poste des "locations de compteurs et postes", cela induit un ajustement de +13,8 k€ en 2028 et de +55,0 k€ en 2029, correspondant à la réduction des recettes de location liées aux postes biométhane dont la mise en service a été ajustée à la baisse dans le scénario prudent retenu

Ainsi, la proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants au stade post-contradictoire :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	-226,4 k€	-371,9 k€	-501,0 k€	-610,1 k€	-427,3 k€
Ajusté PIA-AEC	-226,4 k€	-371,9 k€	-487,2 k€	-555,1 k€	-410,1 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	13,8 k€	55,0 k€	17,2 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	-2,8%	-9,0%	-4,0%

**Tableau 22 : Location de compteurs et postes demande et proposition
post contradictoire**



B.4.2. Prestations au catalogue (recettes incitées)

Le poste « prestations au catalogue » de recettes incitées correspond principalement aux prestations facturées par Sorégies aux fournisseurs ou aux clients, et référencées dans le catalogue de prestations validé par la CRE. Ces prestations incluent notamment : les mises en service, les relevés spécifiques, ou encore les prestations liées à des conditions de pression particulières.

Sur la période ATRD6, ce poste incluait également les recettes liées à la location des postes d'injection de biométhane et à la vérification de la qualité du gaz injecté, mais ces dernières ont été reclassées en recettes non incitées à partir de l'ATRD7, conformément aux orientations de la CRE. Par conséquent, le périmètre de ce poste est désormais restreint aux seules prestations « standard ».

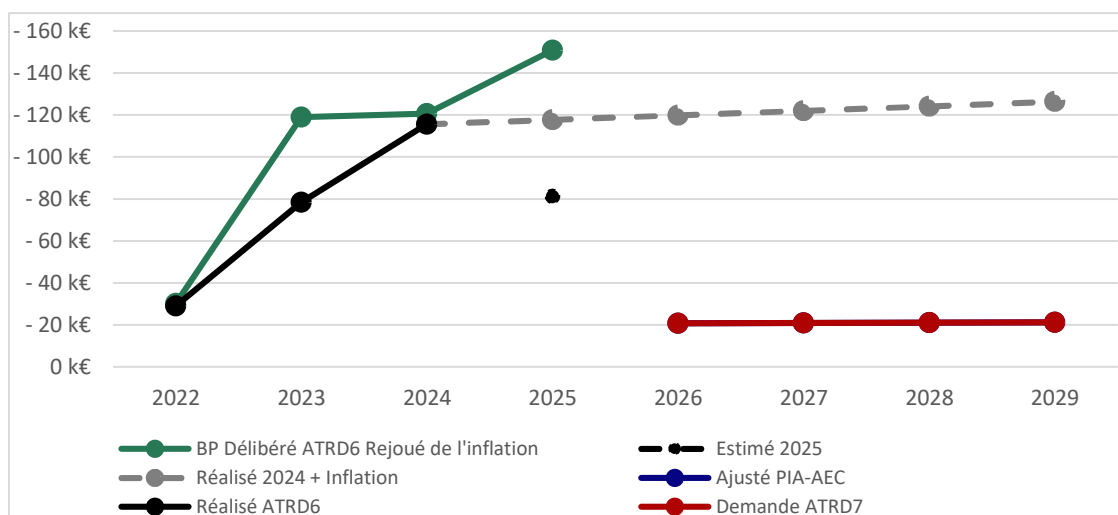


Figure 22 : Recettes extra-tarifaires incitées

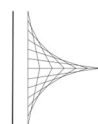
1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

La période ATRD6 montre une montée progressive des recettes incitées, atteignant 116 k€ en 2024. Cependant, cette évolution masque un changement de périmètre : une large part des recettes enregistrées jusque-là provenait de prestations liées au biométhane (notamment la location et la maintenance des postes d'injection biométhane, ainsi que les analyses de gaz), représentant à elles seules environ 60 k€ en 2024.

La trajectoire pour l'ATRD7 s'établit désormais sur une base beaucoup plus restreinte : Sorégies prévoit environ 21 k€ annuels en moyenne, soit uniquement les recettes liées aux prestations à l'acte (mises en service, relevés spéciales) et aux prestations récurrentes standards (pression, fréquence de relèvement). Ce niveau a été construit à partir de l'estimé 2024 hors prestations biométhane (24 k€), sur lequel une baisse de 5 % a été appliquée pour refléter la baisse prévue du nombre de PCE sur les segments T1-T3.

2) Appréciation du niveau de la trajectoire :

La baisse très marquée de la trajectoire des recettes incitées entre l'ATRD6 et l'ATRD7 est avant tout le reflet d'un changement comptable de périmètre, et non d'une évolution économique ou opérationnelle. Le reclassement des prestations biométhane en recettes non incitées est



conforme à la doctrine de la CRE pour le tarif ATRD7 de GRDF. Sorégies a appliqué strictement ces règles, en isolant les prestations conservées dans le poste (relevés, mises en service) et en ajustant leur niveau selon une règle prudente (-5 % liée à la baisse des PCE et volumes acheminés). L'analyse des niveaux passés ne permet donc pas une comparaison pertinente avec la trajectoire ATRD7 sans tenir compte de cette évolution structurelle.

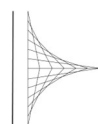
Dans ce contexte, la prévision retenue apparaît cohérente avec les volumes d'activité anticipés, et ne présente pas de biais manifeste. La logique de construction de la trajectoire est documentée, transparente, et en ligne avec les pratiques observées chez les autres GRD.

Toutefois, il ressort que la réduction de -5 %/an liée à la baisse des volumes acheminés n'a, en pratique, pas été appliquée dans les chiffres renseignés par Sorégies dans sa matrice tarifaire (la demande présentant une trajectoire croissante).

La proposition de l'opérateur est donc retenue avec les ajustements suivants :

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	-20,7 k€	-20,9 k€	-21,0 k€	-21,2 k€	-21,0 k€
Ajusté PIA-AEC pré-contr.	-20,7 k€	-19,8 k€	-19,0 k€	-18,2 k€	-19,4 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	1,0 k€	2,1 k€	3,0 k€	1,5 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	-5,0%	-9,8%	-14,3%	-7,3%

Tableau 23 : Recettes extra-tarifaires incitées



B.5. Evolution de la production stockée et immobilisée (PSI)

Le poste « production stockée et immobilisée » correspond à la valorisation interne d'une partie des charges supportées dans le cadre des investissements. Il s'agit d'une écriture de neutralisation comptable, qui vient en déduction des charges nettes d'exploitation, et qui traduit le fait qu'une part des consommations (personnel, services extérieurs, matériel, etc.) est directement affectée à la réalisation d'immobilisations.

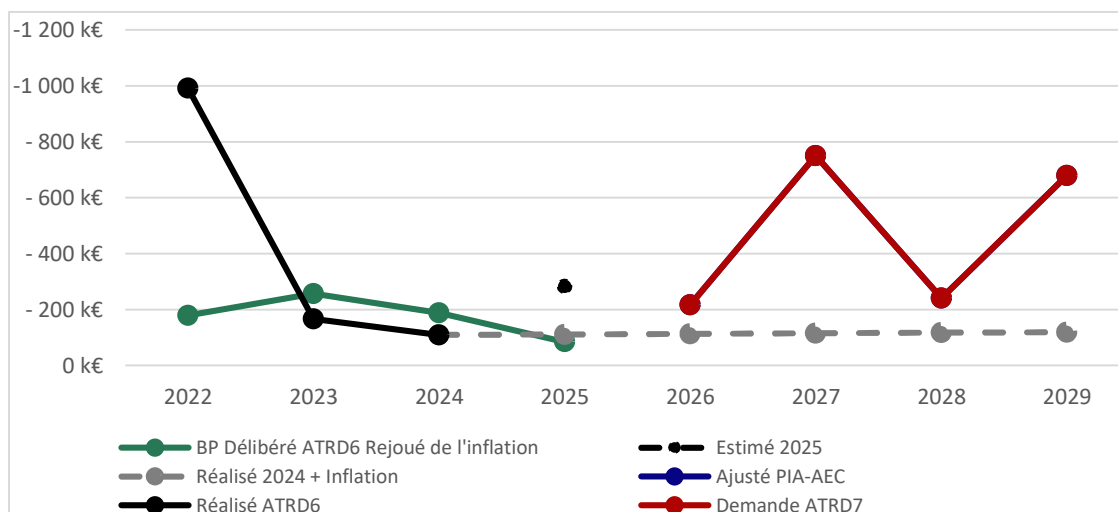


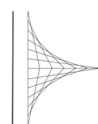
Figure 23 : Production stockée et immobilisée

1) Trajectoire réalisée et demandée par l'opérateur :

Sorégies indique que la production immobilisée est calculée à partir de sa trajectoire d'investissements, sur laquelle est appliqué un taux moyen de 21,5%, hors compteurs AMR. Ce taux correspond à un historique de coûts internes liés à la conduite des projets d'investissements : il couvre notamment le temps des techniciens affectés au suivi des chantiers, une part des charges de magasinage, les prestations administratives et cartographiques liées aux travaux, ainsi que les frais de sécurité ou de gestion de chantier.

La trajectoire réalisée sur la période ATRD6 présente une grande hétérogénéité. En 2022, le niveau de production immobilisée atteint 992 k€, très au-delà du niveau délibéré retraité (180 k€), en lien avec un chantier structurant pour le raccordement biométhane, dont la forte intensité en ressources internes a été partiellement compensée par des achats stockés en hausse cette même année (cf. analyse du poste des « achats stockés » *supra*). À l'inverse, en 2023 et 2024, les montants sont nettement inférieurs (166 k€ puis 109 k€), du fait notamment de l'annulation de certains investissements comme le raccordement d'un industriel.

Sur la période ATRD7, la trajectoire est construite à partir d'un effort d'investissement qui reste très structurant, notamment pour raccorder sept nouvelles unités de production de biométhane (1 en 2026, 3 en 2027, 1 en 2028 et 2 en 2029) en plus de celle déjà en service à fin 2025. Sorégies annonce que ces projets sont fondés sur un schéma directeur gaz vert et des études détaillées ou en phase avancée avec les producteurs concernés. La majorité des investissements de développement réseau (canalisations, branchements, postes de détente) est ainsi destinée à l'accueil de ces injections. À titre indicatif, Sorégies évalue le coût d'un poste d'injection autour de 250 k€, essentiellement porté dans les charges de capital normatives et non dans les OPEX.



Dans ce contexte, la production immobilisée remonte de 217 k€ en 2026 à 751 k€ en 2027, puis redescend légèrement à 680 k€ en 2029. Cette dynamique est cohérente avec la montée en puissance des chantiers de raccordement, et les valeurs restent en ligne avec le taux moyen appliqué sur les investissements prévus (1 889 k€ de PSI pour 8 360 k€ d'investissements, soit 22,6 %)

2) **Appréciation du niveau de la trajectoire :**

Le niveau de production immobilisée demandé sur la période ATRD7 apparaît cohérent avec la trajectoire d'investissements sous-jacente. Le taux de 22,5 % est justifié par Sorégies comme étant la résultante d'une méthodologie interne construite à partir d'analyses de coûts historiques, incluant les frais directs et indirects liés aux chantiers. En l'absence de double comptabilisation identifiée, et compte tenu de l'effort d'investissement prévu (notamment pour les raccordements de nouvelles unités de biométhane), le niveau de neutralisation proposé par la production immobilisée contribue de manière attendue à la réduction des CNE.

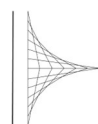
Dans le cadre de nos travaux, nous avons reconstitué la trajectoire de la production stockée et immobilisée à partir de la trajectoire d'investissements transmise par l'opérateur, qui fait par ailleurs l'objet d'une analyse séparée dans le cadre de l'instruction des Charges de Capital Normatives (CCN) par la CRE.

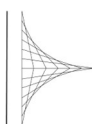
La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

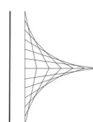
k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Sorégies	-216,8 k€	-750,6 k€	-241,7 k€	-679,6 k€	-472,2 k€
Ajusté PIA-AEC	-216,8 k€	-750,6 k€	-241,7 k€	-679,6 k€	-472,2 k€
Ecart (en valeur)	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€	0,0 k€
Ecart (en %age du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

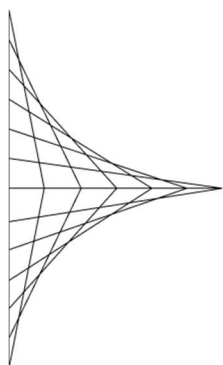
Tableau 24 : Production stockée et immobilisée demande et proposition

Sorégies n'a formulé aucune remarque ni observation sur ce poste suite à la transmission du rapport pré-contradictoire.









PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

La raison d'être de PIA est de développer une expertise de qualité pour soutenir ses clients dans le développement d'infrastructures respectueuses de l'environnement et contribuant au progrès humain.

A ce titre, PIA s'engage à contribuer majoritairement à des projets compatibles avec le scénario de développement durable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ; contribuer à des projets favorisant l'atteinte de l'un des dix-sept objectifs de développement durables tels que définis par les Nations Unis ; et contribuer à la formation des compétences futures aux enjeux sociétaux, politiques, techniques, économiques et financiers du développement durable

www.parisinfrastructureadvisory.com

contact@parisinfrastructureadvisory.com

+33.6.50.16.87.23

15, Rue Lacépède, 75005, Paris - France

